

(

(

. (

 . :

 . :

 . :

 .

-

1970 30 1970 21 .

.

.

.

.

. 1985

.1985 -

	1972	40	
31	1973	81	1972
1982	528		1973
			. 1982 17

1985	20	1985	74	
	:			1970

1970	21	-
------	----	---

"	"	-
---	---	---

-

-

1970	-
------	---

.

1985	109	67	1985	
		1986	1985	31

			1985	20	1985	74
. 1970	30	1970	21			
				.1987		-
15 11 8	1987	6	1987	34		
		1985	20	1985	74	
					:	
						-
						-
				.		
				. 1988		-
15	1988	2	1988	54		
		1985	20	1985	74	
						.

$$\vdots$$

$$\cdot$$

$$\cdot$$

$$\cdot$$

$$\cdot$$

$$\vdots$$

$$\cdot$$

$$-1$$

$$\vdots$$

$$-$$

$$-$$

-

-

-

-

-

-

.

-2

.

3

. 1985 74

:

-

-

-

-

-

-3

1985 74

:

1985 74

.

.(8)

.

1985 74

.

⋮
⋮

⋅

⋮
⋮

-
-
-
-

⋅

⋅

⋅

⋮
⋮

-

-

-

.

.

:

74

9

30

34

1985

1985

. 1989

:

-

-

-

-

.

-

12

1985 74

1988 54

15

1988 2

.

:

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

.

:

.

.

.

.

.

.

1985 20 1985 74

.

.

.

:

:

. 1970

1985

. 1986 9

28

1986 27

. 1985 20 1985 74

1986 8 25

.

.

. 1987 67

.

.

7 71

1988

.

1988

.

(12)

1989

.

:

.

74

. 1985

:

-

-

.

-

.

.

.

.

.

.

.

⋮

⋮

⋮

⋮

⋮

⋮

⋮

⋮

⋮

(

.

— . — 1988 18 1 (1
(8 5)

: 1985

-

-

-

— . — 1988 18 5 (2
(8)

: 1984

-

-

.

- . - 1988 18 5 (3
(8 5)

: 1984

-

-

-

.

- . - 1989 12 13 (4
(5)

. 1986

1984

1985 74

.

.

— . . . — 1989 12 20 (5
(5)

1986

.

1984

.

— . . — 1989 7 22 (6
(5)

. 1985

: 1984

-

-

-

-

.

(

— . — 1988 31 12 (1

.

— . — 1987 28 11 (2

.

.

(

1985 20 1985 74

:

- . — 1989	12	13	-
- . — 1988	31	21	-
- . — 1988	31	41	-

⋮
⋮

.

18 17 16

1985 20

15

. 1988 2 1988 54

.

.

.

.

⋮

()

.

1989 1988

:

- . . . - 1988 11 7 (1

.

- . - 1988 11 30 (2

.

. 1985 20

- . - 1988 11 37 (3

.

- . - 1988 10 18 (4

% 51

1983 1981

.

1985

- . . - 1988 10 42 (5

. 1985 20

.

- . . - 1989 28 23 (6

.

.

- . - 1989 31 66 (7

:

-

-

.

-

.

- . - 1989 4 32 (8

.

- - 1989 6 49 (9

.

.

.

. 15

.
 .
 .
 .
 .
 .
 18 5)
 .(- . - 1988
 " "
 - 1988 18 1)
 . (- .
 1985 74 15 .
 .
 " .

."

31

: 1990

:

-

-

-

-

-

-

AVANT PROPOS

La Cour de Discipline Financière a l'honneur de présenter à Monsieur le Président de la République son deuxième rapport annuel qui retrace son activité et résume les jugements qu'elle a rendus au cours de l'année 1990.

La Cour enregistre avec satisfaction l'appui dont elle a bénéficié de la part des autorités publiques . Cet appui s'est traduit notamment par la publication de son premier rapport annuel au Journal Officiel de la République Tunisienne (n° 57 du 11 septembre 1990 en annexe aux lois et décrets) et par le renouvellement de sa formation de jugement (décret n° 90-1405 du 10 septembre 1990) dont les membres occupent des fonctions importantes à la Cour des Comptes et au Tribunal Administratif .

La Cour de Discipline Financière, a enregistré également au cours de la même année la constitution d'une cellule de magistrats qui lui ont été affectés à plein temps par la Cour des Comptes : Il s'agit d'un commissaire de gouvernement et d'un substitut pour assurer les fonctions de parquet et d'un président de section pour assurer le suivi des travaux d'instruction .

La Cour poursuit son œuvre d'élaboration de la jurisprudence de discipline financière en matière de gestion des deniers publics et continue d'asseoir l'organisation du déroulement des affaires tout en renforçant ses moyens d'action .

A cet effet, la Cour de Discipline Financière projette la mise en œuvre de deux applications informatiques : une « application procédure » devant permettre d'assurer une meilleure diligence dans le suivi du déroulement des étapes de traitement des affaires soumises à la juridiction de la cour ; une « application législation jurisprudence et doctrine » devant permettre la saisie des textes juridiques et leur mise à jour (différents codes et autres textes spécifiques), le répertoire des arrêts par type de faute de gestion et des décisions de classement pour exploitation à des fins diverses (Rapport annuel, etc) et la synthèse de la doctrine en matière de discipline financière .

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION - Fonctionnement de la Cour de Discipline Financière

PREMIER PARTIE – Les arrêts de la Cour

I - Les arrêts portant condamnation à l’amende

II - Les arrêts prononçant le non lieu

DEUXIEME PARTIE – Les décisions de classement

CONCLUSION

INTRODUCTION

FONCTIONNEMENT DE LA COUR DE DISCIPLINE FINANCIERE

Au cours de l'année 1990, le parquet a déféré devant la Cour de Discipline Financière, 10 affaires dont la répartition par autorité saisine est comme suit :

- Ministre de l'Agriculture : 2
- Ministre de l'Intérieur : 1
- Ministre de l'Economie et des Finances : 2
- Ministre de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique : 1
- Ministre de la Santé : 1
- Premier Président de la Cour des Comptes : 3

Compte tenue de affaires anciennes, en instance de jugement, la charge totale de la Cour a atteint ainsi 66 affaires, dont : 22 affaires ont été jugés ou classées ; 13 affaires ont été instruites et communiquées aux autorités habilitées pour requérir leur avis et 31 affaires en cours d'instruction .

Par ailleurs et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 19 de sa loi de création, la Cour a transmis au Ministre de la justice, trois dossiers dont l'instruction a révélée l'existence d'actes susceptibles de constituer des infractions pénales .

Il est utile de souligner que dans le cadre de son souci constant d'affiner ses méthodes de travail, la Cour a la conviction que la modalité de fixations de la sanction pécuniaire –amende – jusqu'ici prononcée en fractions mensuelles du traitement global annuel peut constituer au stade de l'exécution, une source de divergences et générer même des difficultés d'interprétation susceptibles de porter préjudice aux intérêts de l'Etat ou à ceux du justiciable .

Aussi, la formation de jugement a-t-elle décidé, toujours dans le respect de la législation , la détermination du quantum de la sanction en mois – salaires par référence au traitement brute annuel et sa traduction en un montant fixe .

Les affaires traitées en 1990, ont donné lieu à 15 arrêts de la Cour et 7 décisions de classement rendues conformément aux dispositions de l'article 15 bis de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985, telle que modifiée par la loi 88-54 du 2 juin 1988 .

PREMIER PARTIE

LES ARRETS DE LA COUR

I- LES ARRETS PORTANT CONDAMNATION A L'AMENDE

1- Arrêt n° 26 du 14 juillet 1990 – M.B.K.-

La Cour a retenue culpabilité du directeur d'une école de pêche et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour les fautes de gestion ci-après :

- engagement de dépenses en dépassement des crédits autorisés et utilisation des bons de dégrèvement de carburants aux fins de règlement d'autres dépenses en méconnaissance des règles budgétaires, ce qui constitue une faute de gestion au sens du paragraphe 3 de l'article premier de la loi n° 85-74 .

- émission de bons de commandes signés à blanc pour être utilisés en cas de besoins par le démarcheur chargé des acquisitions et ce méconnaissance de la réglementation de l'engagement des dépenses prescrivant la détermination préalable, de la nature, de la qualité et du prix de l'objet de la commande .

- défaut d'inscription de certains équipements, propriété de l'Ecole, sur les livres comptables en violation des directives de l'instruction générale n° 186 du 2 août 1975 relative à la comptabilité matière des biens meubles et immeubles appartenant à l'Etat . Cette négligence tombe sous le coup du dernier paragraphe de l'article premier de la loi n° 85-74 .

- utilisation abusive des meubles de l'établissement au profit des agents résident et non résident ainsi qu'à son propre profit, en violation des dispositions expresses de l'article 3 du décret n° 72-199 du 31 mai 1972, fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat, ce qui constitue une faute de gestion au sens du paragraphe 5 de l'article premier de la loi portant définition des fautes de gestion .

- négligence manifeste dans la gestion de la bibliothèque de l'école, ce qui a occasionné la perte de plusieurs livres et ouvrages et ainsi constitué une faute de gestion au sens du paragraphe 5 de l'article premier de la loi n° 85-74 .

2- Arrêt n° 31 du 14 juillet 1990 – H.M.-

La Cour la culpabilité d'un ingénieur adjoint affecté à une cellule chargée de l'administration d'un barrage et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au quart de son traitement brut annuel pour les fautes de gestion suivantes :

- transfert de son logement de fonction, à son domicile, à titre d'emprunt, de mobiliers et équipements appartenant à l'administration (tables, chaises, lits, matelas, éléments de bibliothèque, rideaux, lustres, climatiseur et machine à laver) et ce en violation des prescriptions du décret n° 72-199 précité, ce qui est constitutif d'une faute de gestion grave au sens du paragraphe 5 de l'article premier de la loi n° 85-74 .

- utilisation excessive, à des fins personnelles, des voitures administratives de service : une Renault 4 pour le transport quotidien de son épouse à son lieu de travail et une camionnette pour un usage en dehors des besoins du service. Cet abus constitue une faute grave au sens du paragraphe 5 de l'article 1^{er} de la loi n° 85-74 .

- cumul du logement de fonction avec le bénéfice de l'indemnité de logement en violation de l'article 1^{er} du décret n° 72-199 du 31 mai 1972 . Le prévenu, n'ayant pas informé l'administration de cette situation, s'est rendu ainsi coupable des fautes de gestion telles que définies au cinquième et dernier paragraphe de l'article premier de la loi précitée .

La Cour a tenu compte dans la détermination de la sanction, des circonstances de l'affaire et notamment du fait que l'intéressé a été révoqué de ses fonctions par l'autorité disciplinaire .

3- Arrêt n° 31 bis du 14 juillet 1990 – M.K.-

La Cour a retenu la culpabilité d'un ingénieur adjoint affecté à une cellule chargée de l'administration d'un barrage et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour avoir cumulé le bénéfice d'un logement de fonction avec la perception d'une indemnité de logement, en violation de l'article premier du décret n° 72-199 du 31 mai 1972 et avoir de ce fait commis une faute de gestion au sens des paragraphes 5 et 8 de l'article premier de la loi n° 85-75 .

Par le même arrêt, la Cour a jugé que l'exercice, par le dit fonctionnaire, d'une activité parallèle rémunérée n'est pas constitutif de faute de gestion au regard de la loi n°85-74 dès lors qu'il n'a pas été établi, l'existence d'un préjudice pécuniaire. Cet agissement n'en constitue pas moins un manquement professionnel dont la pouvoir de sanction est du ressort de l'autorité disciplinaire .

4- Arrêt n° 53 du 14 juillet 1990 – M.T.K.-

La Cour a établi la culpabilité d'un premier assistant réalisateur exerçant dans les services financiers d'un établissement public administratif et lui a infligé une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour les agissements répréhensibles consistant dans l'altération et la manipulation d'écritures commises délibérément sur des propositions d'engagement dans le but de passer, à l'insu de l'ordonnateur et du service de contrôle préalable, des dépenses rejetées ou en dépassent des crédits autorisés .

Ces actes, passés en infraction des dispositions de l'article 88 du Code de la Comptabilité Publique, et du décret n° 69-36 du 28 janvier 1969 relatif au contrôle des dépenses publiques, revêtent le caractère de faute de gestion telle que définie dans le paragraphe 2 de l'article premier de la loi n° 85-74 .

La Cour, convaincue que le prévenu n'a pas cherché à tirer profit de ses agissements pour lesquels il a été sanctionné disciplinairement, lui a accordé le bénéfice des circonstances atténuantes .

5 - Arrêt n° 27 du 24 novembre 1990 – A.H. –

la Cour a retenu la culpabilité d'un ingénieur chef d'arrondissement de génie rural d'un Commissariat Régional au Développement Agricole et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour mauvaise gestion du matériel, caractérisée d'une part par la négligence dans la conservation, ce qui a engendré la détérioration de certains équipements et d'autre part par la non observation des règles de la comptabilité matière notamment lors de la constitution et la gestion d'un parc propre à l'arrondissement, ce qui constitue une faute de gestion au sens du paragraphe 5 de l'article premier de la loi n° 85-74 .

6- Arrêt n° 40 du 24 novembre 1990 –H.M.A. –

la Cour a retenu la culpabilité d'un ex-P.D.G. d'une société régionale de transport et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au quart de son traitement brut annuel pour les fautes de gestion ci-après :

- bénéfice de jetons de présence aux réunions du conseil d'administration malgré l'interdiction expresse édictée par les dispositions du décret n° 84-865 du 1^{er} août 1984, relatif au régime de rémunération des chefs d'entreprises publiques, ce qui constitue une faute de gestion au regard du dernier paragraphe de l'article 3 de la loi portant définition des fautes de gestion ;

- service de son traitement sans déduction de la retenue pour pension sociale, en méconnaissance des dispositions prescrites par l'alinéa 2 de l'article 9 de la loi n° 85-12 du 5 mars 1985 relative au régime des pensions civiles et militaires de retraite et par l'article 3 du décret 84-865 sus-visé et imputation de cette même charge au détriment de l'entreprise . Le prévenu s'est rendu ainsi coupable d'une faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article 3 de la loi n° 85-74 .

- octroi, au profit d'un agent de l'entreprise exerçant les fonctions de directeur des affaires financières, d'avantages pécuniaires indus d'un montant de 2.800 dinars servis en décembre 1985 au titre de la prime de bilan de l'exercice 1984 et venant s'ajouter à des indemnités pour heurs supplémentaires et primes de représentation déjà servis en 1984 au titre du même exercice pour un montant de 2.472,864 dinars . Cet acte de gestion, pris sans support juridique et ayant occasionné un préjudice pécuniaire à l'entreprise, constitue ainsi une faute de gestion au sens du dernier alinéa de l'article 3 de la loi portant définition des fautes de gestion .

- règlement indu, aux frais de l'entreprise de billets d'avions au profit de personnes étrangères, (l'entraîneur de l'équipe sportive locale et le commissaire aux comptes de l'entreprise en compensation de prestations), procurant à ces derniers un avantage injustifié entraînant un préjudice pécuniaire à l'entreprise, ce qui constitue une faute de gestion au sens du 4^{ème} paragraphe de l'article 3 de la loi n° 85-74 .

Le prévenu, qui s'est prévalu d'un écrit à lui adressé par le Gouverneur de la région, n'a pu être admis au bénéfice des dispositions de l'article 5 de la loi n°85-74 puisqu'il n'a pas été établi que le gouverneur en question a été habilité à cet effet par une délégation écrite du Ministre concerné et ce en application de l'article 13 du décret du 21 juin 1956 portant organisation du territoire de la République Tunisienne .

7- Arrêt n° 40 bis du 24 novembre 1990 –M.G.-

La Cour a retenu culpabilité d'un chef de centre d'exploitation de transport de marchandises d'une société régionale de transport et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour avoir ignoré les instructions et avertissements de la direction de l'entreprise et continué à

transférer en dehors des locaux de la société, les fonds et recettes d'exploitation sous prétexte de vouloir les préserver des risques de vol aux quels ils s'exposaient .

La Cour a jugé dans ces conditions que les motifs invoqués n'étaient plus justifiés, que l'obstination du prévenu ne traduisait que sa volonté d'user indûment de ces fonds à des fins personnelles et que le prévenu s'est rendu de ce coupable d'une faute de gestion au sens du paragraphe 4 de l'article 3 de la loi n° 85-74 sus-visée .

8- Arrêt n° 43 du 24 novembre 1990 – N.B.J.-

la Cour a retenu la responsabilité pour faute de gestion d'un ex-P.D.G. d'une entreprise publique et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour avoir bénéficié en violation des dispositions réglementaires expresses, édictées par l'article 10 du décret n° 84-865, de trois primes, dont deux spécifiques à son cadre d'origine et qui ne peuvent en aucun cas lui être octroyées dans ses nouvelles fonctions, et une troisième servie pour un montant supérieur au seuil fixé réglementaire, entraînant ainsi un préjudice pécuniaire à l'entreprise ; ce qui constitue une faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article 3 de la loi portant définition des fautes de gestion .

La Cour a jugé que les régularisations intervenues postérieurement à la date du constat par les organes de contrôle ou d'inspection du fait incriminé, ne peuvent absoudre la faute de gestion .

9 – Arrêt n° 47 du 1^{er} décembre 1990 – H.T.-

La cour a déclaré le directeur d'un établissement public administratif, coupable de fautes de gestion et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour les agissements ci-prés :

- le bénéfice indu, aux frais de l'établissement, des prestations d'eau, d'électricité et de chauffage central à son logement de fonction et ce en violation des dispositions de l'article 3 du décret n° 72-199 du 31 mai 1972, mettant expressément ces prestations à la charge du bénéficiaire . Le prévenu s'est rendu ainsi coupable d'une faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article premier de la loi n° 85-74 .

- l'octroi indu aux agents de l'établissement, bénéficiaires de logements de fonction, de la gratuité des prestations de l'électricité et du chauffage central. Le prévenu s'est ainsi rendu ainsi rendu coupable d'une faute de gestion dans les mêmes conditions ci-dessus visées .

- l'affection d'une façon permanente, de 4 agents à l'amicale de l'établissement et l'imputation de leurs rémunérations sur le budget de l'administration. Cette infraction aux dispositions de l'alinéa premier de l'article 41 du Code de la Comptabilité Publique, est qualifiée de faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article premier de la loi 85-74 du fait qu'elle constitue d'une part un complément déguisé d'une subvention non autorisée et d'autre part un paiement de rémunération au profit d'agents n'ayant pas fourni de service en contrepartie .

- réparation gratuite de voitures n'appartenant pas à l'établissement (sa voiture personnelle, celle de sa femme et deux voitures appartenant à un autre E.P.A.) engendrant ainsi l'engagement irrégulier de dépenses supplémentaires, ce qui est constitutif de faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article premier de la loi portant définition de fautes de gestion .

- l'octroi indu, au profit d'organismes et associations, du bénéfice de l'exécution gratuite de travaux de menuiserie et d'impression effectués dans les ateliers de l'établissement . La Cour a jugé que la simple prestation de service est génératrice de charges supplémentaires, nonobstant la fourniture, par le bénéficiaire, des matières premières, ce qui constitue une faute de gestion au regard des dispositions sus-visées .

10 – Arrêt n° 56 du 1^{er} décembre 1990 –H.B.-

La cour a déclaré coupable de faute de gestion, le chef d'agence d'une société régionale de transport et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au douzième de son traitement brut annuel pour avoir délibérément différé la transmission aux services comptables et de facturation des documents devant aboutir à la constatation de la créance et l'émission de facture et ce dans le but de favoriser certains clients par l'octroi irrégulier à eux de délais de paiement . Cet agissement constitue une faute de gestion au sens du 4^{ème} paragraphe de l'article 3 de la loi n° 85-74 qui qualifie faute de gestion « tout acte de gestion passé par une personne qui aura, en méconnaissance de ses obligations, procuré ou tenté de procurer à autrui un avantage injustifié pécuniaire ou en nature entraînant un préjudice à l'entreprise ».

11 – Arrêt n° 47 du 1^{er} décembre 1990 –M.B.G.-

La Cour a admis la culpabilité de l'ex-directeur d'un centre de formation professionnelle agricole et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au quart de son traitement brut annuel pour avoir commis les fautes de gestion suivantes :

- l'émission, au profit de deux fournisseurs de matériaux de construction, de deux ordonnances de paiement, la première en 1983, la seconde en 1984, alors que la

libération de l'objet de la commande n'a été achevée qu'en 1987 dans le premier cas, elle n'a eu lieu qu'en 1986 dans le second. Ces actes passés en infraction des dispositions expresses édictées par l'article 41 du Code de la Comptabilité Publique prescrivant qu' « aucun paiement ne peut être effectué Que pour l'acquittement des services faits », constituent une faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article premier de la loi n° 85-74 .

- le remplacement, à l'occasion de leur paiement, de factures ayant reçu la visa du service de contrôle des dépenses par d'autres établies au nom de certains agents de l'établissement et leur règlement à leur profit au motif que ces derniers en ont avancé le montant pour les besoins de la célérité du service et sous prétexte de l'absence d'un régisseur d'avances . La Cour a rejeté les justifications avancées par le prévenu dès lors que ces agissements contreviennent aux dispositions de l'article 41 du Code de la Comptabilité Publique qui prescrivent expressément que la paiement ne peut être effectué qu'au véritable créancier et qu'ils tombent par conséquent sous le coup des dispositions du dernier paragraphe de l'article premier de la loi portant définition de fautes de gestion .

- l'octroi irrégulier, au profit de certains agent, d'indemnisation pécuniaire en compensation de congrès non consommés et ce en violation des dispositions édictés par l'article 14 de la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des Collectivités Publiques Locales et des Etablissements Publics à caractère administratif et prescrivant qu' « aucune indemnité ou allocation de quelque nature que ce soit ne peut être accordée à un agent régi par le présent statut général, si elle n'a fait l'objet d'un décret pris après avis du ministre des Finances ». La Cour a condamné cet acte en application du dernier paragraphe de l'article premier de la loi n°85-74 .

- la perception, par ses soins, pour le compte de l'établissement et en dépit de sa qualité d'ordonnateur, du prix de vente de gré à gré des produits de la ferme en violation des termes expresses de l'article 5 du Code de la Comptabilité Publique prescrivant que la fonction d'ordonnateur et celle de comptable public sont incompatibles, ce qui constitue, quelque soient les justifications avancées, une faute de gestion au regard du dernier paragraphe de l'article premier de la loi portant définition de fautes de gestion .

- la cession de produits agricoles de la ferme de l'établissement en méconnaissance des dispositions de l'article 86 du Code de la Comptabilité Publique et des directives de la circulaire n°30 du 14 juillet 1984 du Ministère de l'Agriculture par la vente au profit d'un tiers de plusieurs unités du cheptel ovin sans recourir aux enchères publiques et par l'acquisition, pour son propre compte comme pour celui de ses parents et alliés, d'un nombre élevé d'unités du même cheptel, sans rapport réel avec le niveau de consommations familiales . Ces agissements sont constitutifs de faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article premier de la loi n°85-74 du 20 juillet 1985 .

12 – Arrêt n° 33 du 22 décembre 1990 –A.T.M.-

La Cour a déclaré coupable de faute de gestion le directeur d'un centre de formation professionnelle agricole et l'a condamné à une amende d'un montant correspondant au tiers de son traitement brut annuel pour les agissements ci-après :

- l'usage abusif, constitué par la cession à titre de prêt à son propre profit comme à celui de certains agents, de matériaux de construction mis à la disposition de l'établissement sous prétexte de vouloir les préserver de la détérioration. Cet agissement est contraire aux dispositions de l'article 213 du Code de la Comptabilité Publique relatives à la tenue de la comptabilité matière et constitue de ce fait une faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article premier de la loi n°85-74 .

- l'utilisation abusive des voitures administratives de services à des fins personnelles, Le prévenu a été condamné en application du dernier paragraphe de l'article premier de la loi portant définition des fautes de gestion .

- l'octroi, non autorisé, de subvention en nature au profit d'une association régionale, et ce en violation des prescriptions de l'article 84 du Code de la Comptabilité Publique disposant qu'« aucune dépense ne peut être engagée, ni être acquittée si elle n'a pas été prévenue au budget », ce qui constitue une faute de gestion au sens du dernier paragraphe de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 .

- l'autorisation faite à un agent, en congé libératoire, pour l'exercice en qualité de saisonnier, ce qui a permis à ce dernier de cumuler, aux dépens de l'établissement, deux rémunérations durant 4 mois et ce en violation des dispositions de la loi n° 83-112 ci-dessus visée . Cet acte de gestion tombe sous le coup du dernier paragraphe de l'article premier de la loi portant définition des fautes de gestion .

II - LES ARRETS PRONONÇANT LE NON LIEU

1 - Arrêt n° 27 bis du 24 novembre 1990 – B.D.-

La Cour a prononcé le non-lieu au profit d'un fonctionnaire à qui il a été reproché de s'être approprié une moto-pompe appartenant au service régional auquel il est affecté et d'avoir exercé une activité parallèle rémunérée . Les griefs s'étaient avérés sans fondement

2 - Arrêt n° 27 ter du 24 novembre 1990 – M.Z.-

La Cour a prononcé le non-lieu au profit d'un ouvrier exerçant dans l'arrondissement relevant d'un service régional . Elle a jugé que les manquements appréciation relève exclusivement de l'autorité disciplinaire .

Par le même arrêt, la Cour a rejeté, à défaut de preuves irréfutables, les griefs relatifs à la perception sans habilitation, par le même ouvrier, de redevances pour les prestations rendues à des particuliers .

3 - Arrêt n° 48 du 1^{er} décembre 1990 – H.B.H.et M.A.G.-

La Cour a prononcé le non-lieu au profit d'un receveur de P.T.T. et d'un agent de la même recette, accusés d'insuffisances de contrôle sur les opérations qu'ils supervisent . La Cour a jugé que les griefs reprochés au receveur, n'ont constitué que des manquements professionnels simples pour lesquels le prévenu a été sanctionné par l'autorité disciplinaire qui l'a démis de ses fonctions de receveur et prononcé à son encontre une mutation disciplinaire ; en outre, il a été déclaré en débet à concurrence du déficit constaté . quant à l'agent, la Cour l'a acquitté, par ce qu'elle a admis que sa responsabilité n'était pas établie .

DEUXIEME PARTIE

LES DECISIONS DE CLASSEMENT

1- Décision n° 54 du 18 mai 1990 – H.D. -

L'instruction a révélé que tous les griefs reprochés à l'ex-P.D.G. d'une compagnie d'assurances sont intervenus antérieurement à la date de promulgation de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 ; il en découle que la responsabilité de l'accusé ne peut être retenue au regard de ce texte et ce en application du principe de non rétroactivité des lois .

2 - Décision n° 72 du 18 mai 1990 – S.B.-

L'instruction a établi que le chef d'accusation porté à la charge de l'ex-P.D.G. d'une entreprise publique pour l'élaboration d'un faux bilan par voie de minoration des stocks ne s'est pas avéré suffisamment fondé .

L'opération en question qui a concerné des articles rossignols, a été portée au préalable à la connaissance du commissaire aux comptes de la société . Celui-ci en a régulièrement informé l'assemblée générale des actionnaires réunis en session ordinaire, à l'occasion de l'examen des bilans des exercices 1984 et 1985, lesquels ont été approuvés sans réserves . Compte tenu de ces faits, il a été conclu à l'absence de charge pesant sur le prévenu, ce qui a motivé le classement de l'affaire .

3 - Décision n° 29 du 21 septembre 1990 – A.M.-

L'instruction a établi qu'il est reproché à un chef d'arrondissement relevant d'un département ministériel 3 faits qui ne sont pas constitutifs de fautes de gestion au motif que la véracité de deux d'entre eux n'est pas établie ; le 3ème s'apparente plutôt à un manquement professionnel simple dont le pouvoir de sanction échoit de droit à l'autorité administrative compétente .

4 - Décision n° 59 du 21 septembre 1990- H.M.-

L'instruction a établi que les faits imputés à l'ex-P.D.G. d'une entreprise publique de textile remontent à une période antérieure (1981 – 1983) à la date de promulgation de la loi portant définition des fautes de gestion commises à l'égard des entreprises publiques, il en découle l'absence de responsabilité de l'intéressé au regard de cette législation, en application du principe de la non rétro-activité des lois .

5 - Décision n° 55 du 16 octobre 1990 – M.B.S. et A.B. -

Il ressort de l'instruction que les griefs reprochés à deux agents d'une entreprise publique exerçant respectivement les fonctions de comptable et de directeur des affaires financières, tels que rapportés par un expert comptable dans son rapport d'audit, ne revêtent pas la qualification de fautes de gestion au regard de la loi n° 85-74 au motif que les griefs reprochés au directeur financier ne sont pas des actes de gestion devant engager l'entreprise. En effet, les états incriminés n'étaient que provisoires et devaient servir de simples guides de gestion . Quant à l'agissement imputé au comptables et consistant dans la manipulation d'écritures comptables dans le but de détournements des fonds sociaux, il s'est avéré que ce fait remonte au mois d'avril 1985, c'est-à-dire antérieurement à la date de promulgation de la loi portant définition des fautes de gestion commises à l'égard des entreprises publiques.

Aussi, sachant que ce fait reproché au comptable, pourrait revêtir la qualification d'un délit, la décision de classement de l'affaire portée devant la Cour de Discipline Financière, n'a-t-elle pas empêché pour autant la transmission du dossier au Ministre de la Justice pour l'engagement éventuel de poursuites pénales .

6 - Décision n° 55 du 16 octobre 1990 – M.A., M.G. et S.A.-

cette affaire portée devant la Cour de Discipline Financière et concernant trois agents d'une entreprise publique, exerçant respectivement les fonctions de directeur général, directeur des affaires administratives et financières et sous directeur de l'édition a été engagé parallèlement à une autre affaire intentée devant les juridictions pénales contre les deux premiers agents . L'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Tunis a situé la survenance des faits à une date antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 . Ainsi, cette détermination des dates des faits intervenue dans un arrêt revêtu de l'autorité de la chose jugée a-t-elle motivé le classement de l'affaire pour incompétence de la Cour de Discipline Financière dans le temps .

7 - Décision n° 62 du 16 octobre 1990 – M.B.-

L'instruction de cette affaire engagée contre l'ex-P.D.G. d'une entreprise publique et d'un agent chargé des fonctions de directeur de l'approvisionnement de la même entreprise, a établi que la plupart des griefs à eux reprochés remontent à une période antérieure à la date de promulgation de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985. Quant au fait reproché au P.D.G. et dont les effets se sont prolongés au delà de cette date, il s'est avéré que l'accusation n'était pas fondée sur base solides .

Les conclusions du juge rapporteur, partagées par le parquet et entérinées par le président de la cour ont conduit au classement de l'affaire.

CONCLUSION

Les arrêts rendus par la Cour ont permis de dégager certains principes afférents aux faits ci-après :

- le fait répréhensible constitutif de la faute de gestion peut être un acte matérialisé concrètement comme il peut être aussi l'abstention ou l'omission de prendre l'initiative dictée par les circonstances pour la sauvegarde des deniers publics, c'est le cas de l'agents public, qui se trouve dans une situation de cumul de l'indemnité de logement avec un logement de fonction et qui néglige d'en informer l'administration aux fins de régularisation (arrêt n° 31 du 14 juillet 1990 –H.M.-) (arrêt n° 31 bis du 14 juillet 1990 – M.K.-).

- certains pratiques répréhensibles, sont constitutives de fautes de gestion, quoique largement répandues et rarement réprimées auparavant . C'est le cas du bénéfice, dans les logements de fonction et aux frais de l'administration, de l'eau, de l'électricité et du chauffage central (arrêt n°47 du 1^{er} décembre 1990 –H.T.-).

La bonne foi des gestionnaires, croyant ces pratiques tolérées, n'a pas empêché la Cour de les sanctionner dès lors que « nul n'est sensé ignorer la loi » et que l'erreur commune ne confère pas de droits acquis .

- l'urgence, la célérité ou la croyance du gestionnaire de bien faire, ne sauraient justifier des entorses à la prescrite par la réglementation en vigueur . La Cour s'est prévalu de ce principe pour sanctionner :

- * l'émission de bons de commande signés à blanc pour être utilisés en cas de besoin sous prétexte de faire l'économie de déplacements (arrêt n°26 du 14 juillet 1990 –M.B.K.-).

- * l'ordonnancement de factures de fournitures au profit d'agents de l'établissement qui, sous prétexte de souci de célérité, en auraient avancé le montant et ce au lieu et place des factures libellés au nom des fournisseurs et ayant obtenu le visa du contrôle préalable (arrêt n°68 du 1^{er} décembre 1990 M.B.G.).

- la réparation du préjudice pécuniaire, le remboursement des avantages indûment perçus et le fait de mettre postérieurement à la constatation par l'inspection ou le contrôle, un terme à l'irrégularité commise, ne peuvent absoudre la faute de gestion, ni écarter la responsabilité de son auteur. Toute fois, la Cour peut accorder, au profit des prévenus ayant régularisé leur situation, le bénéfice des circonstances atténuantes (arrêt n°43 du 24 novembre 1990 –N.B.J.-, arrêt n°47 du 1^{er} décembre 1990 –H.T.- et arrêt n°56 du 1^{er} décembre 1990 –H.B.-).

- les gestionnaires des entreprises publiques ne sauraient se prévaloir des délibérations du conseil d'administration pour justifier un acte pris en méconnaissance

des dispositions réglementaires en vigueur (arrêt n°40 du 24 Novembre 1990 – H.M.A.-).

*

*

*

Les affaires soumises à la Cour, ont donné à cette juridiction l'occasion de constater, que certains agents déferés et susceptibles d'être condamnés et sanctionnés pour fautes de gestions, ont bénéficié de promotions substantielles ou de nominations à des emplois fonctionnels importants alors que les affaires les concernant sont en cours d'instruction ou en instance de jugement .

Aussi, convient-il de citer le cas d'un gestionnaire d'une entreprise publique accusé de plusieurs irrégularités, dont certains revêtent le caractère délictueux et même de détournement de deniers publics . Bien que ces faits aient été portés une première fois à la connaissance du procureur près d'un tribunal de première instance, et une deuxième fois par le biais de la Cour de Discipline Financière, qui a transmis le dossier au Ministre de la justice en vue d'engager éventuellement des poursuites pénales et en a informé les ministères concernés, le prévenu continue toujours d'avoir la confiance de ses supérieurs hiérarchiques et d'exercer des fonctions d'autorité locale .

Un autre agent public, dont l'affaire est en cours devant la Cour de Discipline Financière, pour fautes de gestion, a été chargé d'un emploi fonctionnel important et même décoré .

Cette attitude de « bienveillance » à l'égard du gestionnaire ayant fait l'objet de poursuites judiciaires devant la Cour de Discipline Financière, suite à des observations formulées dans des rapports de vérification émanant parfois même de son propre ministre, relatant les irrégularités relevées à leur rencontre, est pour le moins surprenante ; la logique des choses aurait dicté des sanctions ou tout au moins in sursis à la promotion .

En effet, les résultats auxquels ont abouti ces rapports se doivent d'être régulièrement exploités et suivis afin de mettre un terme aux irrégularités et infractions découvertes et d'en prévenir la répétition par la sanction de leurs auteurs dans le but de favoriser l'amélioration de la gestion des deniers publics.

Ainsi, la prise de mesures favorables aux auteurs d'agissements répréhensibles est incompatible avec la saisine de la Cour de Discipline Financière de ces agissements et notamment avant que celle-ci n'ait prononcé le non-lieu ou

avant qu'un certain temps raisonnable ne se soit écoulé après la condamnation de ceux qui sont reconnus coupables de la commission de fautes de gestion .

Par ailleurs et en matière de procédure de saisine de la Cour, il a été relevé que certains départements ministériels ont cru pouvoir engager des poursuites par lettres signés par le Secrétaire Général du ministère ou par le Chef de Cabinet du ministre . Or, en vertu de l'article 9 de la loi n° 85-74, tel qu'explicité par la circulaire n°34 du 30 juin 1989 du Premier Ministre, ont seuls qualité pour saisir la Cour par l'organe du Commissaire de Gouvernement..., les Ministres pour les faits relevés à la charge des fonctionnaires, administrateurs et agents placés sous leur autorité ou leur tutelle ...

Dans le souci de faire asseoir de faire les poursuites sus-visées sur des bases juridiques solides la Cour a signifié, aux autorités concernées, que les lettres de saisine doivent émaner des Ministres eux-mêmes sans possibilités de délégation et qu'en outre elles doivent mentionner les griefs reprochés aux agents à déférer nommément désignés .

*

*

*

Le présent rapport a été arrêté par la Cour de Discipline Financière dans sa séance du 2 mars 1991 .

Présents :

M.Ms :	Hassine CHERIF	Président
	Ridha BEN YOUSSEF	Vice-Président
	Moncef AMARA	Membre
	Ahmed BEN HAMIDA	Membre
	Samir BZIOUECH	Membre
	Ismail M'RABET	Membre
	Mohamed Moncef JEHANE	Commissaire du Gouvernement
	Abdelmalek EL HAMADI	Substitut du Commissaire du Gouvernement

LE PRESIDENT

HASSINE CHERIF

. 1991

(- - 1991 5 69)

.

3

:

:

5

– I

12

– II

13

– III

14

– VI

15

:

17

1991

:

(6)

-

-

-

.

.

.

1991

19

18

67

.

:

(09)

-

(03)

-

(01)

-

(01)

-

74

15

(04)

-

. 1988

54

1985

1985

74

19

.

218

47

23

1971

29

1971

.

-I

- . - 1991 23 65 -1

:

-

1972 199

"

1972 31

-

"...

1985 20

1985 74

-

.

-

-

.

-

- . - 1991 13 65 -2

:

-

865

74

1984

1984

1987 27

- -

.

-

.

- . . - 1991 13 76 -3

:

-

1984 865

1984

. 1985 20 1985 74

-

.

- -

-

-

.

-

—

- . . . - 1991 15 46 - 4

:

-

174

41

-

-

.

-

-

—

.

. — —

— . . — 1991 15 64 - 5

:

1984 1984 865 -
 24 45 1978 27 31 1976
 — . 1985 74 -

— —

.

— . — 1991 13 51 - 6

:

-

.

-

86

.

-

-

-

.

.

- . . - 1991

13

80

- 7

1984 865

.

—

—

— . . - 1991 14 17 - 8

:

-

.

-

.

-

.

-

.

.

-

.

- . . - 1991 14 74 - 9

1977 31 167

1985

.

- II

- . - 1991 13 81 - 1

.

-III

- . . - 1991 23 65 -1

.

- . . - 1991 23 75 -2

.

- . - 1991 13 57 -3

.

- IV

- . - 1991 15 84 -1

.

- . . . - 1991

2

-1

1985 74 15

.

- . - 1991 70 -2

1985

.

- - 1991 28 4 - 3

.

- . - 1991 28 8 -4

.

:

76)
 17 1991 13 51 1991 13
 (1991 14

.

(1991 23 65) .

.

(1991 15 46) .

.

—

—

.

.

.

).

.(1991 13 51

.

.

.

.

.

).

.(1991 13 76

“ ”

64).
 . (1991 13 80 1991 15

. (64).

.

.

)

.(1991 13 73

25

: 1992

:

. 1992

3	
5	- I
15	- II
15	-III
16	- VI
17	

1992

.

:

(15) -

(01) -

(01) -

. (03) -

.

-I

- . - 1992 15 85 / 1

.

—

—

.

.

- . - 1992 28 71 / 2

" "

" "

27 45

1984

1984

865

1978

.

—

—

— — 1992 9 1 / 3

.

41

21

—

—

1970

30

1970

.

.

—

—

.

109 1970 30 1970 21
 67
 – – 1985 31 1985

1970 21

.

11

.

.

– . – 1992 13 78 / 4

:

-

	.		—	—	
					-
			1984	865	
. 1985	74	—	—		
. 1984		1984	865		
					-
40					
			1985	1036	
		—	—		
					.
	- . - 1992	13	95	/ 5	

11 1988 189

1988

—

.

—

— . — 1992 13 96 / 6

:

-

—

—

.

-

—

. 1985 74

—

— . . — 1992 4 88 / 7

74

—

—

. 1985

— . . — 1992 4 98 / 8

:

-

.

—

—

-

—

. 1985 74

—

— . . . — 1992 31 25 / 9

:

-

1969 28 1969 36
 — —

. 1970 21

.

-

85
 1970 21 — —

.

— . — 1992 31 50 / 10

199

1972 31 1972

..."

— — 1970 30 1970 21
.

— . — 1992 31 52 / 11

. 1970 21 — —

— . .. — 1992 12 15 / 12

.

:

-

. 1970 21 — —

.	1969	20	1969	2	
					-
	242				
26	310				
21	-	-			1977
					. 1970
					-
	. 1970	21	-	-	
					-
1977	27	311			
. 1970	21	-	-		
					-
385					

. 1970	21	—	—
--------	----	---	---

26 - 243

■

- . - 1992 12 90 / 13

– . – 1992 26 48 / 14

— — 1981 103
1970 21
.

— . . — 1992 12 97 / 15

:

-

1985 74 74 — —
.

-

1985 30 2814
.

.

-II

– . – 1992 26 34 / 1

14

. 1970 21 – –

13

.

.

-III

– . – 1992 9 - – 65 / 1

65

25

.

-IV

. - 1992 13 28 / 1
- . .

1985 20

.

- . - 1992 4 87 /2

.

- . . . - 1992 26 38 / 3

.

:

-

.

-

.

-

.

-

.

-

.

-

.

-

.

: 1993

:

.

تعمید

.1993

5 :

7 :

8 **-I**

14 **-II**

15 :

19

المُقَدِّمَةُ

نشاط دائرة الزّجر المالي

1993

:

(3) -

(2) -

-

.

.

(41)

1993

(7)

(20)

(14)

.

:

(8) -

(1) -

(11) -

2

15
1988

54

1985

74

.1988

القسم الأول قرارات الدائرة

-I

- . - 1993 22 67 -1

:

-

—

—

.

-

.

—

—

-

.

—

—

- . . - 1993 13 6 -2

1970 30 1970 21

.

- - 1993 13 24 -3

1984 1983

.

:

-

.1970 21 - -

-

. - -

% 3 -

% 10

.1970 21 - -

:

-

. 306.635

.1970 21 - -

-

.

-

-

.1970 21

. - **1993** **13** **44** **-4**

- .

1986 1985

.

:

351.123

.

.1985 74 1970 21 - -

4.617

.

.

-

-

.

- . - 1993 27 35 -5

:

-

41

.1970 21 - -

-

.

-

-

1970 21

.

- . . - 1993 27 36 -6

-

.1970 21 -

1983

1985 31 1985 109 67
1970

.

.

11

.

.

- . . . - 1993 27 39 -7

:

-

1984

1984

865

1978

27

45

" "

" "

1985

74

-

-

.

.

-

1975

13

46

1981 2 245

.1985 74 – –

-

1985 20 1985 72

– –

.1985 74

1985 20

.

– . . . – 1993 27 79 -8

.

1982 3 2 1965 23 73

–

.1985 74 –

.

-II

- . - 1993 27 83

.

1985 74

" :

" ...

.

القسم الثاني

قرارات الحفظ

- . - 1993 4 16 -1

74	15					
54	1987	6	1987	34		1985
.				1988	2	1988

- . . - 1993 17 58 -2

■

■

■

- . - 1993 25 45 -3

■

■

■

■

- . . - 1993 6 3 -4

21

1970 30 1970

.

.

- . . - 1993 8 19 -5

.

- . . - 1993 15 69 -6

.

.

.

- . . - 1993 19 10 -7

.

– . . – 1993 22 14 -8

.

– . – 1993 16 9 -9

15

.

– . – 1993 26 93 -10

.

– . – 1993 28 92 -11

.

15

الختامة

1993

:

1985 74 9

:

-

-

-

-

-

.(- . - 1993 27 83)

*

67)

.(- . - 1993 22

*

. (67)

*

. (67)

*

.(- . . - 1993 13 6)

*

)

.(- 1993 13 24

*

24)

. (

*

44)

.(- - 1993 13

*

.(- . - 1993 27 35)

*

36)

.(- . . - 1993 27

*

. . . - 1993 27 39)

.(-

)

.(- . . . - 1993 27 79

1994 17

:

:

:

:

:

تمہید

.1994

فہرس

الصفحة

4	.....	:
16-7	.....	:
8	.....	-I
16	.....	-II
18	.....	:
20	.....	:
22	.....	

المقدّمة

نشاط دائرة الزّجر المالي

1994

:

(2) -

(3) -

(1) -

(5) -

(32)

1994

(5)

(9)

(18)

:

(7) -

(1) -

(1) -

02

15
1988

54

1985

74

.1988

القسم الأول قرارات الدائرة

I- القرارات القضائية بالإدانة وتسليط الخطية

-1 77 13 1994 . - :

.

(220)

(1500)

:

:

-

1972 199

1972 31

1985 74 - -

.

:

-

41

. 1985 74 - -

-

02 186

1975

-

.1985 74 -

: - . - 1994 13 102 -2

(2800)

:

1987 1986 1985 -
816 (1247)

41

.1985 74 - -

-

05 10

1985

-

.1985 74 -

() 15

1985 74

.

1985 74 13

.

:- . . - 1994 11 89 -3

.
(2000)
(750) (450)

:

:

-

373

1984 04 1984

.1985 74 - -

-

1980 15 1974 09 1974 973
1980 1167

- 902 205.212
.1985 74 -

-

.1985 74 - -

.

-

550

.1985 74 - -

:

516 11.690 -

74 - -

.1985

:

-

652

4.475

.1985 74 - -

: - . - **1994** **18** **94** **-4**

: (2400)

-

1972 31 1972 199

.1985 74 - -

189

-

1988 11 1988

14

1988 189

(2000)

.

.1985 74 - -

: - . - 1994 18 101 -5

: (1200)

-

58

88

.1985 74 - -

-

40

136

74

-

—

.1985

-

214 213

02

186

1975

74

-

—

.1985

.

-

44

-

—

1978

17

.1985

74

: - . - 1994 20 69 -6

: (3600)

-

1977 24 310

1978 30 190

- 709 213.598

1970 30 1970 21 -

.1985 20 1985 74

-

41

1978 17

44

-

.1985 74 1970 21 -

: - . - 1994 30 105 -7

: (4000)

-

05 1985 78

							1985	
	19							
31		29	28					
							1990	
	.1987		31		1987	1447		
	-		-					
							.1985	74
								-
	75							
437								
				1981	07		1981	
							.-	-
				.1985	74		-	-
								-
		-	- 93					
	.1985		74		-	-		
								-
						416	909	
	1984		865					
							1984	
			1990	10		1990	1855	
-	-							
						.1985	74	

					-
	75		1985	78	
	1985	74	-	-	
					-
1985	1036				
	1989	442	48	1985	
				116	1989 22
			41.315		
	1985	74	-	-	
					-
1989			1989 9	70	
	1989	442			
			116 115	1989	22
	1990	21	21		
-		-			
			1985	74	

II- القرار القاضي برفض الدّعى شكلا

82 11 1994 - . - :

.

1985 74

" :

"...

.

القسم الثاني

قرارات الحفظ

: - . . - 1994 12 60

74 15
 1988 54 1985 20 1985
 .1988 02

قرار في مادة توقيف التنفيذ

– 67)

1994 12

:(

1993 22 67

.

21

.

.

.

الختاتمة

1994

:

77) .

.(. 1994 13

77) .

.(

.(77) .

(- . - 1994 13 102) .

89) .
30 105

. . 1994 11
.(- . - 1994

89)

.(

·
 .(89)

•

.(89).

•

.(89).

·

•

– 1994 18 101) .

.(- .

•

101) .1978 17 44

.(

•

·

30 105) .

.(- . – 1994

•

·

.(105)

•

.(105).

•

.

.(105).

)

.(1994 11 82

1995 30

:

السّادة :

:

:

:

الرئيس

إسماعيل العياري

.1995

.

-1985 20 1985 74 -1985
.1989

1995 1990

(6)

:

-
-
-
-

.

.

.

1995

:

-

-

-

.

-

.

: 1995

1995

18

1995

1699

-

-

-

-

-

-

6	.....	:
13-8	.....	:
9	.....	– I
13	.....	– II
15	.....	:

(20) 1995
 .1985 74 11
 :

(1) -
 (1) -
 (4) -
 (2) -
 (5) -
 (3) -
 (1) -
 (1) -
 (1) -
 (1) -

.

1995
 (4) (6) (43)
 (33)

.

:

(4) -
 (2) -

.

(4) (6) 1995

. (2)

- I

. - 1995 13 107 - 1

:

(670)

112 -

1983 12 1983

- - 35

.

37

41

.- - 1985 74

-

74 41

.- - 1985

-

442

. 77 1989 22 1989

.

-

1985 74

212

1985 74

-

189

1988

-

1985 74

-

1999

1972 31 1972

1984 21 21

1985 74

.. - 1995 19 106 - 2

:

(10.800)

					-
1984	865				
			1984		
			12.700		
			.-	-	1985
					-
			1.490		
	1984	865			
-		1985	74		
					.-
					-
			1984	865	
			.-	-	1985
					74
					-
	1985		1985	1036	
5.515					
-		1985	74		
					.-

. - 1995 30 103 - 3

(1.700)

630 700 750)

: (

-

1991 23 1991 807

- 1985 74

.-

.

.1985 74

-

.- - 1985 74

- . - 1995 22 99 - 4

.(400)

-

58

.- - 1985 1985 74

.

-

1985 74

.- -

- II

. - 1995 10 - - 67 - 1

22 67

1993

.

1993 22

(12.500)

.

- . - 1995 22 - - 105 - 2

105

27

1994 30

1995

.

1994 30

(4.000)

1985 78

.

1995

:

-

.(. 1995 13 107) .

-

)

.(107

-

.(107)

-

107)

.(

-

- 1995 19 106)

.(- . .

"

"

-

.(. - 1995 30 103)

1996 17

.

:

.

.

.

.

. 1996

4

:

18-7

7

- I

18

- II

19

(13) 1996
 . 1985 74 - - 11
 :

(2) -
 (2) -
 (1) -
 (2) -
 (2) -
 (1) -
 (2) -
 (1) -

(50) 1996
 (6) (13)
 . (31)

:

(12) -

.

-

(12)

(13)

1996

.

- I**- . - 1996 19 110 - 1**

(4800)

(680)

(11083)

.

-

-

.

- . - 1996 19 116 - 2

(8000)

(10500)

:

			"	"		-
		174				
		. 1985	74	-	-	
266	1976	3				
		.				
						-
	-				167	136
					74	41
				.1985		-
		.				
						-
22	1991	1077				
						1991
						.

.1985 74 - -

" " -

174

. 1985 74 - -

-

- - 172 171 136

. 1985 74

-

136

- -

.1985 74

-

1991 1077

1991 22

136

.1985 74 - -

- . - 1996 10 91 - 3

.

1985 74

(180)

(530)

1987 1986

1969

28

1969

36

-

-

.1985 74

- . - 1996 10 104 - 4

(1500)

(800)

(880)

(1550)

:

:

-

23

1991

807

1991

1985 74 - -

.

:

-

"

"

1985 74 - -

.

- . - 1996 24 128 - 5

(470)

.

.

41

-

-

.1985 74

- . . - 1996 28 115 - 6

(1100)

.1985 74 - -

- . - 1996 28 122 - 7

(1100)

:

-

.

253 212
1985 2 1985 186 ()
- -

. 1985 74

-

41 40
. 1985 74 - -

.

- . - 1996 28 123 - 8

(8200)

:

:

-

.

253 212
1985 2 1985 186 ()
- -

. 1985 74

-

41 40
. 1985 74 - -

:

-

1990
41 1994
74 - -
. 1985

.

- . - 1996 20 118 - 9

(2400)

(3750)

:

:

-

.

1973

29

1963

114

1981

29

1974

80

.1985

74

-

-

-

.

1986

18

1986

640

-

.1985

74

-

						:
						-
	1986	640				
.1985	74		-	-		
						:
						-
.1985	74		-	-		
						.
	-	. .	- 1996	20	119	- 10

(340)

—

—

. 1985 74

- . - 1996 20 120 - 11

■

(750)

. 1973 27 29

■

.1985	74	-	-
-------	----	---	---

- . - 1996 20 126 - 12

(900) (1200)

■

.1985	74	-	-
-------	----	---	---

- II**- . - 1996 20 127 - 1**

.

1996

:

*

(- . - 116)

*

. (116)

*

)

$$. (- \quad . \quad - 115$$

*

$$. (\quad . \quad - 126 \quad)$$

13

*

.

)

$$. (- \quad . \quad - 126$$

*

$$. (- \quad . \quad - 119 \quad)$$

*

)

$$. (- \quad . \quad - 123 \quad - \quad . \quad - 122$$

1997 16

:

:

:

:

:

. 1997

4	:	
6	:	
7	- I	
14	- II	
15	- III	
	:	
		16
	:	
		18

	(12)	1997	
. 1985	74	-	- 11

:

(1)	-
(3)	-
(1)	-
(1)	-
(1)	-
(2)	-
(3)	-

.

(49)	1997	
	(2)	(8)
.	(39)	

:

	(5)	-
	(1)	-
	(1)	-
15	(1)	-
.1988	2	1988 54

(5) (7) 1997
(1) (1)

.

- I

- . - 1997 21 108 - 1

(900) (12\1)

:

1348

*

1986

31

1986

72

1985

20

1985

-

-

1985

74

*

- - 1985 74

*

74 400 11174 1989 1987
- - 1985

- . - 1997 21 141 - 2

(12\1)

(880)

:

*

1994 20 253
6 1990 27

" "

.

.

-

.

-

.

*

-

88 87

. 1985

74

-

.

-

. - 1997

14

100

- 3

(2300)

(12\ 1)

76

. - - 1985 74

.

.

.

- . - 1997 28 135 - 4

(12\1)
 (6\1) (570)
 : (780)

:

*

.1985 74 - -

.

*

41
 .- - 1985 74

.

*

-

. 1985 74

-

*

.-

-

1985 74

.

*

461

1988

25

1988

1985

74

41

-

-

.

*

44

1978

17

1985

74

. -

-

.

- . - 1997 26 129 - 5

(12\1)

(2400)

664

332

1991

25

1991

31

41

136 126

-

-

1985 74

.

- II

- . - 1997 21 86 -1

.

.

- III

- . - 1997 21 . 116 - 1

19 116

1996

.

1996 19

: (10500)

" "

.

- . - 1997 11 154 - 1

.

- 1985 74

.-

- . 108 : - 1997 3 - 1

- . - 1997 21

.

.

.

- . 141 : - 1997 6 - 2

- . - 1997 21

(121)

.

.

.

1997

:

*

)

.(- . - 108

*

.(- . - 141)

*

. (141)

*

. (. - 100)

*

135)

..(- . -

*

$$\begin{array}{r} 136 \ 126 \\ ..(- \ . \ - \ 129 \quad) \end{array}$$

1998**(29)**

:

:

:

:

:

. 1998

4	:
6	- I
10	- II
12	- III
14	- IV
16	- V

(8) 1998
 . 1985 74 - - 11
 :

(1) *

(2) *

(1) *

(1) *

(3) *

(49) 1998

(6) (8)
 (35)

:

(2) *

(1) *

(1) *

(2) *

(2) *

- I

- . - 1998 29 143 - 1

(650)

(12\1)

:

*

1989 442

81

- 1985 74

.

-

*

41

1985

74

.

-

-

*

41

74

.

-

-

1985

20

1985

- . - 1998

25

152

- 2

(7500)

:

*

193 171

1985

74

.

-

-

.

(3)

*

136

1976

3

1976

266

.

-

-

1985

74

- II

- . - 1998 29 153 -1

	1972	31	1972	199	
74					
				.-	-
					1985

.

- III

- . - 1998 17 112 - 1

.

.

1985 74

36

70 61 43

.

34 1989 30

.

- IV

- . - 1998 3 130 - 1

1984

1985 20 1985 74

. 1985 74

- . - 1998 3 131 - 2

.

-V

- . - 1998 25 . 118 - 1

20 118
1998 18 1996

.

- . - 1998 25 . 141 - 2

21 141
1997

.

1997 21 141

(12\1)

(880)

" "

.

.

1998

:

*

.

.(- . - 143)

*

.

.(- . - 143)

*

.

.(- . - 152)

*

.

.(- . - 112)

*

$$\cdot \left(- \cdot - 153 \right)$$

*

.

$$\cdot \left(- \cdot - 153 \right)$$

*

.

$$\cdot \left(- \cdot - 112 \right)$$

1999

:

:

:

:

:

. 1999

4	:
6	- I
10	- II
11	- III
13	- IV

15

-V

17

-VI

20

		(1)	*
		(3)	*
	.		*
46)	1999		
	(1)	(11)	(
	(34)		
			.
	:		
		(2)	*
		(1)	*
		(2)	*
		(1)	*
.		(1)	*
		(4)	*

- I

- . - 1999 2 144 - 1

(4/1)

□

□

(12000)

1994

1991

*

—

—

1985

20

1985

74

■

—

—

■

■

*

—

—

1985

20

1985

74

■

*

			33	1989	
1990	21				
				21	
		.			
-	-	1985	20	1985	74
				.	
-	.	- 1999	16	155	- 2

(12/1)

(2500)

:

*

1995

1994

706803

1989

5

1985

20

1985

74

.

-

-

*

.

1995

1993

16

159

31

1975

30

1975

.

1985

74

-

-

1985

20

.

- II

- . - 1999 2 140 - 1

.

- III

. . - 1999 16 114 113 - 1
- .

.

20 1985 74 .
1985

70 61 43

36

34 1989 30

■

■

- IV

- . . - 1999 16 147 - 1

.

.

-V

- . - 1999 2 . 108 - 1

21 108

1997

.

1997 21

108

(900)

(12\1)

1986 31 1986 1348

11174,400

.1989 1987

-VI

. - 1999 20 173 172 171 - 1
- . .

4750

.

-	1985	20	1985	74	-
1985	74				
54		1985	20	1985	20
	.	15	1988	2	1988
-	. - 1999	15	158	- 2	

12 24 %5

.

20 1985 74

1985
(5)

1985 20 1985 20 1985 74
15 1988 2 1988 54

.

1999

:

*

.

. (- . - 144)

*

.

. (- . - 144)

*

.

. (- . - 144)

*

.

$$\cdot (- \quad \cdot \quad - \quad 144 \quad)$$

*

.

$$\cdot (- \quad \cdot \quad - \quad 144 \quad)$$

*

.

$$\cdot (- \quad \cdot \quad \cdot \quad - \quad 155 \quad)$$

*

.

$$\cdot (- \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad - \quad 114 \quad 113 \quad)$$

*

.

$$\cdot (- \quad \cdot \quad \cdot \quad \cdot \quad - \quad 114 \quad 113 \quad)$$

5

2000

:

:

:

:

:

.

. 2000

4	:
6	- I
12	- II
14	- III
17	- IV
19	-V

(12) 2000
 20 1985 74 - - 11
 : .1985

(2) *

(4) *

(1) *

(1) *

(3) *

(1) *

.

2000

(3) (11) (47)

(33)

.

:

(4) *

(1) *

(3) *

(1) *

(2) *

.

- I

- . - 2000 14 109 - 1

;

,

(900)

(12/1)

1989 442

1989 22

74 - -

. 1985 20 1985

- - 2000

142 - 2

/

,

(12/1)

(750)

(870)

-

.1985

20

1985

74

-

- . - 2000

167

- 3

/

*

,

(12/12)

(4000)

	146	41			
74	-	-			
			1985	20	1985

.

-	.	- 2000	29	139	- 4
---	---	--------	----	-----	-----

/

*

,

*

,

*

.

*

.

(12/1)

(600)

:

*

199

1972

31

1972

1985

74

-

-

.1985

20

.

*

41

1985

74

-

-

.1985

20

.

*

254 253

.1985

20

1985

74

-

-

- II

- . - 2000 29 164 - 1

;

,

*

.

.

- III

. - 2000

134 133 132

- 1

-

;

*

,

.

1985 74

1985 20

70 61 43

36

34

1989

30

.

- IV

- . - 2000 14 - . - 144 - 1

11

144 1999 2

2000 21

■

- **V**

. . - 2000 22 163 162 - 1
 .-

;

*

,

.

74

15

.1985

20

1985

30

2001

:

:

.

دائرة الزّجر المالي

2001

يشرف دائرة الزّجر المالي أن
ترفع إلى سيادة رئيس الجمهورية
تقريرها السنوي الثالث عشر لعرض
نشاطها خلال سنة 2001.

الفهرس

4

المقدّمة

4

I- القرارات القاضية بالإدانة وتسليط الخطيّة

II- القرارات القاضية بعدم سماع الدّعى

22

35

III- القرارات القاضية برفع الدّعى شكلا

IV- القرارات القاضية برفع الدّعى أصلا لسقوط حقّ التتبع بمرور الزّمن

43

45

V- القرارات القاضية بالحفظ

44

VI- القرارات المتعلقة بدعى المراجعة

المُقدِّمة

تعهدت دائرة الزجر المالي خلال سنة 2001 بتسع قضايا أحيّلت عليها من قبل مندوب الحكومة بناء على دعاوى رفعت من قبل وزير التعليم العالي (01) ووزير النقل (05) ووزير التربية (01) طبقاً لأحكام الفصل 9 من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 وعلى مطلّيين في المراجعة قدّما إليها وفقاً لأحكام الفصل 20 من هذا القانون من قبل عونين عموميين سبقّت إدانتهم من قبل الدائرة.

وفي إطار حرص سيادة رئيس الجمهورية على ضمان السرعة في الفصل بنت دائرة الزجر المالي خلال سنة 2001 في إحدى وثلاثين قضية (31) صدر في شأنها ثلاثون قراراً باعتبار قرار المحكمة بضمّ قضيتين والحكم فيهما بقرار واحد.

وتتوزّع القرارات كالتالي :

- 12 قراراً بالإدانة وبتسليط الخطيّة ؛
- 08 قرارات بعدم سماع الدّعى ؛
- 06 قرارات برفض الدّعى شكلاً ؛
- قرار برفض الدّعى أصلاً لسقوط حقّ التّتبّع بمرور الزّمن ؛
- قرار بالحفظ ؛
- قراران بالرفض أصلاً في دعوى المراجعة.

ويبلغ عدد القضايا التي ما تزال إلى موقى سنة 2001 في طور التحقيق 14 قضية يرجع تاريخ نشر أقدمها إلى سنة 2000.

بالنّظر في مآل القضايا التي تمّ البتّ فيها خلال سنة 2001 يتبيّن أنّ ستّ منها أيّ ما يعادل الخمس قد انتهت إلى رفض الدّعى شكلاً بسبب إخلال في مستوى إجراءات رفع الدّعى. وتمثّل ذلك أساساً في عدم التّقيد

بالتنصيصات الوجوبية التي يتضمنها مكتوب رفع الدعوى كهوية عليه وتحديد المآخذ المنسوبة إليه بكل دقة والتي تعدّ من الشكليات الجوهرية التي تثيرها المحكمة من تلقاء نفسها.

وفي خصوص طبيعة أخطاء التصرف موضوع القضايا التي تمّ البتّ فيها فإنّها تتمحور أساسا حول الصفقات العمومية ومسك الحسابية وصرف الاعتمادات والجرد والتمتع دون وجه شرعي بامتيازات ومنح.

أمّا فيما يتعلق بالجهات العمومية المتضررة يلاحظ أنّ المؤسسات العمومية الإدارية والمنشآت العمومية والبلديات تستأثر بجلّ القضايا المرفوعة لدى الدائرة.

I- القرارات القضائية بالإدانة وبتسليط الخطيئة

القرار عدد 125 المؤرخ في 25 ماي 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.

هيكل الرقابة : تفقدية وزارة التعليم العالي.

المادة : عقد نفقات المؤسسات العمومية – الصفقات العمومية.

المرجع القانوني : الفصول : 99 و 238 و 245 من م.م.ع- الفصل 2 من الأمر عدد 442 لسنة

1989 المؤرخ في 22 أبريل 1989 والمتعلق بالصفقات العمومية.

المبدأ :

1- لا يجوز لمساعد أمر الصرف للمؤسسة العمومية الإدارية عقد نفقات دون تفويض قانوني في الغرض ؛

2- يحجر تجزئة طلبات الشراء المتعلقة بمواد من نفس الطبيعة والمنجزة خلال نفس السنة كلما بلغت كلفتها الجمالية الحد الموجب لإبرام صفقة مكتوبة.

قضت المحكمة بإدانة عون عمومي كان يباشر خطة كاتب أول لدى مؤسسة عمومية للتعليم العالي وعقابه بخطية بحدّ الجزء الثاني عشر من كامل مرتبه الخام السنوي بما قدره ألف ومائتا دينار (1.200 د) وذلك من أجل ما نسب إليه من أفعال تمثلت في إصداره طلبات شراء معدات إعلامية بمبلغ 106.945,300 دينارا دون الحصول على تفويض قانوني في الغرض ولا على التأشير المسبقة من مصلحة مراقبة المصاريف العمومية ودون تجميعها في إطار صفقة عمومية تبرم للغرض وهو ما يمثل أخطاء تصرف على معنى أحكام الفقرة الأخيرة من الفصل الأول من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

القرار عدد 138 المؤرخ في 25 ماي 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.
هيكل الرقابة : التفقدية العامة لوزارة الشباب والطفولة / هيئة الرقابة العامة للمالية.

المادة : إسناد منح – الصفقات العمومية.
المرجع القانوني : الفصل 41 من م.م.ع والفصول 2 و8 و39 و62 من الأمر عدد 442 لسنة 1989 والمتعلق بالصفقات العمومية.

المبدأ :

- 1- لا تختص دائرة الزجر المالي بالنظر في سلامة الإجراءات الإدارية للمراقبة والتفقد ؛
- 2- لا يجوز صرف منح بعنوان حصص عمل إضافية إلا بعد ثبوت العمل المنجز ؛
- 3- يحجر خلاص ثمن شرايات غير مطابقة للمواصفات المتعاقد عليها.

قضت المحكمة في قضية الحال بإدانة رئيس مدير عام منشأة عمومية وعقابه بخطية بحد ربع مرتبه الخام السنوي بما قدره أربع آلاف دينار (4.000 د) وذلك من أجل ارتكابه أخطاء التصرف المتمثلة في عدم التقيد بقاعدة اللجوء إلى المنافسة عند إسناد دراسة تتعلق بكراس شروط وعقد نفقات للتزود بمواد وتجزئة شرايات وتغيير مواصفات شرايات موضوع صفقة دون عرضها على مصادقة مجلس الإدارة وإسناد منح دون احترام قاعدة العمل المنجز وأخيرا خلاص ثمن معدات غير مطابقة للمواصفات المتعاقد عليها.

وقد ردت المحكمة على ما دفع به المدعى عليه في خصوص عدم شرعية الإذن بمأمورية المتعلق بتعيين الفريق الذي أجرى التفقد والمضى من قبل رئيس الديوان واعتبرت أن اختصاص دائرة الزجر المالي ينطلق من إجراءات رفع الدعوى ولا ينسحب على الإجراءات الداخلية السابقة لها.

القرار عدد 184 المؤرخ في 25 ماي 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية.
المادة : تأجير رؤساء المنشآت العمومية.
المرجع القانوني : الفصل 12 من الأمر عدد 1855 لسنة 1990 كما تم تنقيحه بالأمر عدد 1
 لسنة 1992 والمتعلق بضبط نظام تأجير رؤساء المنشآت ذات الأغلبية العمومية.

المبدأ :

- 1- لا يمكن أن يضاف لمرتبات رؤساء المنشآت العمومية أي امتياز آخر مثل منح الحضور والأرباح ومنحة الإنتاج والشهر الثالث عشر حتى وإن تأثت هذه المنح من شركات تساهم فيها المنشأة العمومية ؛
- 2- لئن تؤخذ تسوية خطأ التصرف بعين الاعتبار عند ضبط العقوبة فإنها لا تزيح المسؤولية عن مرتكبه.

قضت المحكمة بإدانة رئيس مدير عام منشأة عمومية وعقابه بخطية بحدّ الأجزاء الإحدى عشر من كامل مرتبه الخام السنوي بمبلغ قدره ثلاثون ألفا وثلاثمائة وخمسة وستون ديناراً وستون مليماً 30.365,060 د) وذلك من أجل ارتكابه خطأ تصرف تمثّل في تعمّده الانتفاع دون وجه قانوني، على امتداد الفترة من 1993 إلى 2000 بمنح مختلفة بلغت ما جملته 265.184 ديناراً أسندت له من شركات متفرّعة عن المنشأة العمومية التي يرأسها وذلك خلافاً للتراتب الجاري بها العمل وخاصة منها الأمر عدد 1855 لسنة 1990 المؤرخ في 10 نوفمبر 1990 والمنقّح بالأمر عدد 1 لسنة 1992 المؤرخ في 6 جانفي 1992 والمتعلق بضبط نظام تأجير رؤساء المنشآت ذات الأغلبية العمومية وهو ما يشكّل خطأ تصرف على معنى أحكام القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 في فصله الثالث – الفقرتان الثانية والأخيرة-.

القرار عدد 179 المؤرخ في 22 جوان 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.
هيكل الرقابة : تفقدية وزارة النقل.
المادة : صرف الأجور.
المرجع القانوني : النظام الأساسي للمنشأة العمومية المعنية.

المبدأ :

تقوم مسؤولية العون العمومي بمجرد التكتم عن انتفاعه بدون وجه شرعي بامتيازات تلحق ضررا ماليا بالمنشأة العمومية.

قضت المحكمة بإدانة عون منشأة عمومية بصفته ممثلا لإحدى نياباتها بالخارج وعقابه بخطية بحدّ الجزء الثاني عشر من كامل مرتبه الخام السنوي بما قدره ألفان ومائة وخمسة وعشرون دينارا (2.125 د) وذلك من أجل اقترافه خطأ تصرف على معنى الفقرة الأخيرة من الفصل الثالث من القانون عدد 74 لسنة 1985 تمثل في قبول مرتبه بالعملة الصعبة وفق سلم الأجور التفاضلي المعتمد بالبلد الأجنبي حيث توجد النيابة والحال أنه كان خلال الفترة المعنية يباشر عمله بالمصالح المركزية للمنشأة العمومية بتونس ممّا مكّنه من تقاضي مرتباته بمقدار مضاعف للمرتب الحقيقي دون أن يبادر بإشعار رؤسائه بذلك.

القرار عدد 117 المؤرخ في 23 نوفمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : الدولة (مكتب بريد).
هيكل الرقابة : التفقدية العامة لوزارة المواصلات.
المادة : مسك حسابية المقايض والمصاريف – التصرف في الصندوق.
المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 والمتعلق بإحداث دائرة الزجر المالي.

المبدأ :

يعدّ الإستيلاء على أموال عمومية خطأ تصرف فادحا.

تعلقت قضية الحال بعون عمومي باشر سابقا خطّة قابض لمكتب بريد تابع لوزارة المواصلات وصدر في شأنه حكم جزائيّ من أجل الإستيلاء على أموال عمومية.

وقضت دائرة الزّجر المالي بإدانتته وعقابه بخطيّة تساوي كامل مرتبه الخامّ السنوي بما قدره ألفان وأربعمائة وخمسة وستون دينار (2.465.000 دينار) وذلك من أجل ما ارتكبته من أفعال تمثّلت في :

- التلاعب بمبالغ المقاييض والمصاريف ومتوقّرات الصندوق المدوّنة بوثائق المحاسبة الشهرية لتغطية ما اختلسه من أموال القباضة طيلة عدّة سنوات ؛

- تحرير جداول المقاييض والمصاريف عوضا عن القباض الذين نابوه أثناء إجازته السنوية وذلك قصد إخفاء تجاوزاته الماليّة ؛

- تجاوز المبلغ المرخّص في الاحتفاظ به والمدوّن بالدّفتر ؛

- عدم إحالة الجدول المتعلّق بالمكشوف الماليّة مرتّين في الشّهر على مصالح المراقبة بالإدارة المركزيّة وذلك خلافا للتراتب الجاري بها العمل ؛

واعتبرت المحكمة ما أتاه العون العمومي محلّ التنبّع خلافا للقوانين والتراتيب الجاري بها العمل أخطاء تصرف فادحة تستوجب الإدانة والعقاب وذلك على معنى الفقرتين الخامسة والأخيرة من الفصل الأوّل من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرّخ في 20 جويلية 1985.

القرار عدد 149 المؤرّخ في 23 نوفمبر 2001

الجهة العمومية المتضرّرة : الدّولة (دائرة جهويّة للمواصلات).

هيكل الرّقابة : التّفقديّة العامّة لوزارة المواصلات.

المادّة : تنفيذ الميزانيّة – تأدية التّفقات العموميّة – الصّفقات العموميّة.

المرجع القانوني : الفصلان 11 و 12 من القانون الأساسي للميزانيّة – الفصل 41 من

م.م.ع الفصل 19 من الأمر عدد 442 لسنة 1989.

المبدأ :

- 1- لا يجوز مخالفة قاعدة تخصيص الاعتمادات ؛
- 2- لا يجوز تأدية النفقة إلا بعد التأكد من العمل المنجز.

قضت المحكمة بإدانة ثلاثة أعوان عموميّين الأوّل بصفته رئيساً لدائرة جهويّة للمواصلات والثاني رئيس مصلحة والثالث عوناً بنفس الدائرة وعقاب كلّ منهم بحدّ الجزء الثاني عشر من كامل مرتبه الخامّ السنوي بما قدره على التّوالي ثمانمائة وخمسة وثلاثون ديناراً (835 د) وثمانمائة وثمانية دنانير (808 د) وأربعمائة وستون ديناراً (460 د) وذلك من أجل ارتكابهم أخطاء تصرفتمثلت بالنسبة إلى الأوّل في :

- عدم تقيدّه بكّرّاس الشّروط وتكليف صاحب صفقة بإنجاز أشغال إضافية لا علاقة لها بالمشاريع موضوع الصّفقة وتحميل التّكاليف الإضافيّة على الاعتمادات المرصودة للمشاريع المحدّدة بالصّفقة ؛

- عدم احترامه تصنيف الاعتمادات وذلك بتولّيه التّصديق على كشف حسابات أشغال تبين أنّه ليست هي الأشغال الحقيقيّة المنجزة.

وتمثلت المآخذ بالنسبة إلى الثاني والثالث في :

- عدم مراعاة قاعدة العمل المنجز عند الإذن بخلاص أشغال لم يتمّ إنجازها كليّاً ؛

- الإمضاء على كشوف حسابات محتوية على أشغال مضخّمة لتغطية مبالغ تمثّل تكاليف أشغالاً تمتّ بأية صلة للمشروع موضوع الصّفقة.

وكيفت المحكمة ما أتاه الأعوان العموميّون الثلاثة بكونها أخطاء تصرف على معنى الفقرة الأخيرة من الفصل الأوّل من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرّخ في 20 جويلية 1985.

القرار عدد 124 المؤرخ في 31 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.
 هيكل الرقابة : تفقدية وزارة التعليم العالي.
 المادة : تأدية النفقات العمومية – قاعدة العمل المنجز - الجرد.
 المرجع القانوني : الفصول 41 و 95 و 107 و 253 من م.م.ع.

المبدأ :

- 1- لا تصرف النفقات العمومية إلا لمستحقيها وبعد ثبوت قيامهم بالعمل المطلوب منهم ؛
- 2- على أمر الصّرف لدى المؤسسة العمومية مسك حسابية المواد المتعلقة بمكاسب المؤسسة.

قضت المحكمة بإدانة مدير مؤسسة عمومية للتعليم العالي وعقابه بخطيّة
 بحدّ الجزء الثاني عشر (1/12) من كامل مرتبه الخامّ السنوي بما قدره ألف
 وسبعمائة دينار (1.700 د) وذلك من أجل ارتكابه خطأي تصرف تمثلا في :

- تعمّده خلاص مبلغ صفقة دون أن يتولّى المزوّد صاحب الصفقة تسليم
 جانب من المعدّات المتعاقد في شأنها.

- عدم مسك دفتر الجرد الخاص بالمعدات موضوع الصفقة المذكورة مما انجر عنه عدم التأكد من دخولها إلى المؤسسة.

وقد اعتبرت المحكمة أنّ ما أثاره المدعى عليه يشكل خطأي تصرف على معنى أحكام الفقرة الأخيرة من الفصل الأول من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

القرار عدد 151 المؤرخ في 21 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة العمومية.

هيكل الرقابة : التفقدية الإدارية والمالية لوزارة الصحة العمومية.

المادة : مسك الحسابية.

المرجع القانوني : القواعد العامة للمحاسبة – الفصل 4 من القانون عدد 74 لسنة 1985.

المبدأ :

1- يتعين على المكلف بتحصيل المقايض بالمؤسسة العمومية إيداع الأموال الراجعة للمؤسسة في الإبان بحسابها الجاري ؛

2- لا يحول عقاب العون العمومي جزائياً دون مقاضاته أمام دائرة الزجر المالي من أجل نفس الأفعال إذا ما كيّفت بكونها أخطاء تصرف.

قضت المحكمة بإدانة عون كان يشغل خطة وكيل مقايض بإحدى المؤسسات العمومية للصحة وعقابه بخطيّة تساوي كامل مرتبه الخام السنوي بما قدره أربع آلاف وستمائة دينار (4.600 د) لقاء ما ارتكبه من أخطاء تصرف تمثلت في عدم قيامه في الإبان بتحويل كلّ المقايض بالحساب الجاري البنكي للمؤسسة واستعمال جزء منها لخاصة نفسه وتعمّده تظهير عدد من الصكوك لفائدته كانت قد أصدرتها المؤسسة الصحية المذكورة باسم عدة مزوّدين.

ولئن تمسك المدعى عليه بعدم إمكانية مقاضاته أمام دائرة الزجر المالي نظرا إلى أنه تمّ عقابه جزائيا من أجل نفس الأفعال فقد ردت المحكمة بأنّ التتبعات الجزائية لا تحول دون مقاضاة العون العمومي أمام دائرة الزجر المالي من أجل نفس الأفعال ضرورة أنّ مؤاخذته من أجل أخطاء التصرف مستقلة بذاتها وتتفرد دائرة الزجر المالي بالبتّ فيها ولك تطبيقا لأحكام الفصل الرابع من القانون عدد 74 لسنة 1985.

وقد اعتبر المحكمة أنّ ما أتاه المدعى عليه من أفعال يشكل خطأ تصرف فادحا على معنى الفقرة الأخيرة من الفصل الثالث من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 وهو ما برّر حكمها بالإدانة والعقاب.

القرار عدد 170 المؤرخ في 21 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : الدولة (مركز دبلوماسي بالخارج).
هيكل الرقابة : تفقدية وزارة الشؤون الخارجية / هيئة الرقابة العامة للمالية.
المادة : صرف المستحقات للغير – صرف التسبقات – مسك الحسابية.
المرجع القانوني : الفصلا 136 و 174 من م.م.ع.

المبدأ :

- 1- لا يجوز لمحاسبي المراكز الدبلوماسية والقنصلية بالخارج صرف تسبقات مالية غير مرخص فيها من الصندوق ؛
- 2- على محاسبي المراكز الدبلوماسية والقنصلية بالخارج القيام بالتّرسيم الفوري بالحسابية للسحوبات البنكية ؛
- 3- يجب على محاسب المراكز الدبلوماسية والقنصلية بالخارج تحرير الشيك باسم صاحب الحق.

قضت المحكمة بإدانة عون عمومي يشغل خطة محاسب لدى إحدى سفارات الجمهورية التونسية بالخارج وعقابه بخطيّة بحدّ السدّس من كامل مرتبه الخامّ السنوي بما قدره أربع آلاف دينار (4.000 دينار) من أجل ارتكابه أخطاء تصرف تمثّلت في ما يلي :

- التأخير المتواصل على امتداد عديد السّنوات في دفع معيّن كراء المحلّ الذي يؤوي مصالح السّفارة ممّا أدّى إلى تحميل ميزانيّتها خطايا تأخير ؛
- تعمّده صرف عديد التّسبقات الماليّة غير المرخّص فيها من الصّندوق، بعضها لخاصّة نفسه والبعض الآخر لفائدة أطراف أخرى مخالفا بذلك أحكام الفصل 193 من مجلّة المحاسبة العموميّة.
- إنجاز عديد السّحوبات البنكيّة دون إدراجها في الإبان بدفتر الصّندوق مخالفا بذلك التّراتيب ساريّة المفعول وخاصّة منها مذكرة التّعليمات العامّة الصّادرة عن وزارة الماليّة تحت عدد 266 لسنة 1976 بتاريخ 3 نوفمبر 1976 والتي تستوجب أن يتمّ التّرسيم الفوري لكلّ عمليّات القبض والصّرف.
- تعمّده إنجاز عديد عمليّات الدّفع بواسطة صكوك محرّرة لغير مستحقّيها مخالفا بذلك أحكام الفصل 174 من مجلّة المحاسبة العموميّة.
- واعتبرت المحكمة أنّ الأفعال التي قام بها المدّعى عليه مخالفة للقوانين والتّراتيب الجاري بها العمل وخاصّة لأحكام الفصلين 136 و174 من مجلّة المحاسبة العموميّة وهو ما يشكّل أخطاء تصرّف على معنى الفقرة الأخيرة من الفصل الأوّل من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرّخ في 20 جويلية 1985.

القرار عدد 159 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.
 هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمالية.
 المادة : مسك حسابية وكالات الدفوعات ووكالات المقايض.
 المرجع القانوني : الفصلان 158 و 159 من م.م.ع.

المبدأ :

على وكيل المقايض مثل وكيل الدفوعات مسك حسابية خاصة تسمح بالتعرف في أي وقت كان على مقدار التسبقات المسلمة له والأموال المدفوعة من قبله والأموال الباقية التي يتعين توفرها كاملة بالصندوق.

قضت المحكمة بإدانة عون تولى خطة وكيل مقايض بمستشفى محلي وعقابه لقاء ذلك بخطية تساوي كامل مرتبه الخام السنوي بما قدره أربع آلاف وخمسمائة وستون ديناراً (4.560,000 د) وذلك من أجل ارتكابه خطأ تصرف تمثّل في قيامه بتدليس جذر الوصولات المتعلقة باستخلاص معاليم العلاج وتعمّده تسجيل مبلغ أقلّ من المبلغ الأصلي الذي تسلّمه من الأعوان المكلفين بالعيادات الخارجية للمستشفى والاستيلاء على المبلغ الباقي.

وقد قضى حكم جزائي تابّ بثبوت مسؤولية المدعى عليه في الاستيلاء على أموال عمومية ممّا جعل مادية الوقائع ثابتة عملاً بما اتّصل به القضاء.

واعتبرت المحكمة أنّ ما أتاه المدعى عليه يشكّل خطأ تصرف فادحاً على معنى الفقرة الخامسة من الفصل الأوّل من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

القرار عدد 160 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.
 هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمالية.
 المادة : مسك حسابية وكالات الدفوعات ووكالات المقايض.
 المرجع القانوني : الفصلان 158 و 159 من م.م.ع.

المبدأ :

على وكيل المقايض مثل وكيل الدفوعات مسك حسابية خاصة تسمح بالتعرف في أي وقت كان على مقدار التسبقات المسلمة له والأموال المدفوعة من قبله والأموال الباقية التي يتعين توفرها كاملة بالصندوق.

قضت المحكمة بإدانة عون تولى خطة وكيل مقايض بمستشفى محلي وعقابه لقاء ذلك بخطية تساوي كامل مرتبه الخام السنوي بما قدره ثلاث آلاف وثمانمائة ديناراً (3.800,000 د) وذلك من أجل الاستيلاء على أموال عمومية تمثل قيمة خمسة دفاتر مخصصة لاستخلاص معاليم العلاج بالمستشفى.

وقد قضى حكم جزائي تابّ بثبوت مسؤولية المدعى عليه في الاستيلاء على أموال عمومية ممّا جعل مادية الوقائع ثابتة عملاً بما اتصل به القضاء.

واعتبرت المحكمة أنّ ما قام به المدعى عليه يشكّل خطأ تصرف فادحاً تسبّب في حصول ضرر مالي على معنى الفقرة الخامسة من الفصل الأوّل من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

القرار عدد 161 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.

هيكل الرقابة : تفقدية وزارة الفلاحة.

المادة : الصّفات العمومية – مراقبة المصاريف العمومية – استغلال المساكن الإدارية –

امتيازات عينية.

المرجع القانوني : القانون الأساسي للميزانية – الأمر عدد 442 لسنة 1989 المتعلق بالصّفات

العمومية – الفصل 245 من م.م.ع – الفصل 3 من الأمر عدد 199 لسنة

1972 المتعلق بنظام إسكان موظفي الدولة والأمر عدد 189 لسنة 1988 المتعلق باستعمال السيّارات الإدارية.

المبدأ :

- 1- لا يجوز صرف الاعتمادات في غير ما خصّصت له ؛
- 2- يجب التقيّد بقاعدة اللّجوء إلى المنافسة في إبرام الصّفات العمومية ؛
- 3- لا يجوز استغلال المحلات الإدارية في غير الحالات القانونية ؛
- 4- يسلم المسكن الوظيفي خاليا من كلّ أثاث ؛
- 5- لا تتحمّل الإدارة نفقات الهاتف المرّكز بالمسكن الوظيفي إلا في حدود الوحدات الأساسية المرخّص فيها ؛
- 6- يحجّر على العون العمومي المنتفع بسيّارة وظيفيّة أن يستعمل سيّارة المصلحة لأغراض شخصيّة.

قرّرت المحكمة في قضيّة الحال إدانة مندوب جهوي للتنمية الفلاحية وعقابه بخطيّة بحدّ الثلث من كامل مرتّبه الخامّ السنوي بما قدره خمس آلاف دينار (5.000 د) وذلك من أجل ما نسب إليه من أفعال تمثّلت فيما يلي :

- تغيير استعمال اعتمادات بمبلغ 20.000 دينار وقع تخصيصها أصلا لبناء قاعة أرشيف ؛
- عدم احترام قاعدة المنافسة في إنجاز بعض عمليّات الشراء ؛
- اقتناء بعض الموادّ قبل الحصول على تأشيرة مصلحة مراقبة المصاريف العموميّة ؛
- تجاوز الوحدات الأساسيّة المرخّص فيها بالنسبة إلى الهاتف المنصّب بمسكنه الوظيفي ؛
- استعمال أثاث ومعدّات إداريّة بمسكنه الوظيفي ؛
- التمتع بسيّارة مصلحة إضافة إلى السيّارة الوظيفيّة وتزويدها بكميّة من البنزين المخصّص للمصلحة.

واعتبرت المحكمة هذه الأفعال أخطاء تصرف على معنى أحكام الفقرة الثانية من الفصل الأوّل من القانون عدد 74 لسنة 1985 في خصوص المآخذ الثالث والفقرة الأخيرة من نفس الفصل فيما يتعلّق ببقية المآخذ.

-II- القرارات القضائية بعدم سماع الدّعى

القرار عدد 180 المؤرخ في 22 جوان 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.

هيكل الرقابة : تفقدية وزارة النقل.

المادة : قواعد الصرف - الجمعيات - الشركات المتفرعة عن المنشآت العمومية.

المرجع القانوني : - مجلة الصرف والتجارة الخارجية ؛

- مجلة الشركات التجارية.

المبدأ :

1- لا تخصّ دائرة الزجر المالي بالنظر في الأفعال المنسوبة إلى العون العمومي خارج تصرفه في المنشأة العمومية ؛

2- لا تخضع النوادي الرياضية لولاية قضاء دائرة الزجر المالي.

تعلقت قضية الحال بإثارة التتبع ضدّ عون منشأة عمومية يشغل خطة مدير مركزي للشؤون المالية ويتولى مهامّ رئيس ناديها الرياضي ومهامّ وكيل لشركة تابعة لها يوجد مقرّها بالخارج من أجل ما نسب إليه من مأخذ تمثّلت أساسا في ما يلي :

- فتح واستعمال حسابات بنكية بالخارج ؛
- مواصلة صرف مرتبات أحد الأعوان بالعملة الأجنبية رغم إلحاق هذا العون للعمل بالمصالح المركزية ؛
- جمع تبرّعات بالخارج لفائدة النادي الرياضي وعدم التصريح بها لدى سلطة الصرف ؛
- عدم مطالبة شركة تابعة للمنشأة العمومية بدفع فوائض بعنوان قرض أسند لها من طرف هذه المنشأة ؛
- إيداع مبالغ مالية تمثّل هبات لفائدة النادي الرياضي بحساب خاصّ وبحسابات المنشأة العمومية بالخارج وسحبها دون التصريح بذلك لمصالح الديوانة ولسلطة الصرف.

وقضت المحكمة بعدم سماع الدّعى لعدم الاختصاص فيما يتعلّق بمخالفة قانون التصرّف لتعلّقها بأفعال خارج إطار تصرّف العون في المنشأة العموميّة ولعدم ثبوت الوقائع بالنسبة إلى صرف المرتبات ولانتفاء ركن الضّرر المالي بالنسبة إلى المآخذ الأخرى.

القرار عدد 181 المؤرّخ في 22 جوان 2001

الجهة العموميّة المتضرّرة : منشأة عموميّة.

هيكل الرّقابة : تفقديّة وزارة التّقل.

المادّة : عمليّات الصّرف – الجمعيات – الشركات التي تساهم فيها المنشآت العموميّة.

المرجع القانوني : مجلة الصّرف والتّجارة الخارجيّة ومجلة الشركات التجاريّة.

المبدأ :

- 1- لا تختصّ دائرة الزّجر المالي بالنّظر في الأفعال المنسوبة إلى العون العمومي خارج تصرّفه في المنشأة العموميّة ؛
- 2- لا تخضع النوادي الرياضيّة لولاية قضاء دائرة الزّجر المالي.

تعلّقت قضية الحال بإثارة التّنبّع ضدّ عون منشأة عموميّة للتّقل يعمل بإحدى نياباتها بالخارج ويتولّى مهامّ متصرّف معتمد لدى شركة متفرّعة عنها يوجد مقرّها الاجتماعي خارج التّراب التونسي وذلك من أجل ما نسب إليه من مآخذ تمثّلت أساسا في ما يلي :

- إيداع صكوك بحساب بنكي بالخارج خاصّ بأحد أعوان المنشأة العموميّة يعمل بالإدارة المركزيّة وذلك بعنوان أجرته كوكيل لشركة "فرع" يوجد مقرّها الاجتماعي خارج التّراب التونسي ؛

- عدم مطالبة الشركة "الفرع" بدفع مبلغ بعنوان فوائض على إثر تمتّعها بقرض لدى المنشأة العموميّة ؛

- جمع تبرّعات وهبات مالية لفائدة النادي الرياضي التابع للمنشأة العمومية وإنجاز عمليات إيداع وسحب في شأنها بواسطة حسابه البنكي الشخصي بالخارج.

وانتهت المحكمة في هذه القضية إلى ردّ الدعوى والتّصريح بعدم سماعها لانتفاء ركن الضّرر المالي بالنسبة إلى مأخذ واحد ولعدم الاختصاص بالنسبة إلى بقية المآخذ.

القرار عدد 121 المؤرخ في 21 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضرّرة : جماعة محلية (بلدية).

هيكل الرّقابة : دائرة المحاسبات.

المادة : الصّفات العمومية والسّكن الوظيفي والجباية المحلية.

المرجع القانوني :- الأمر عدد 442 لسنة 1989 المؤرخ في 22 أفريل 1989 والمتعلق بالصّفات العمومية.

- الأمر عدد 574 لسنة 1989 المؤرخ في 30 ماي 1989 والمتعلق بنظام إسكان أعوان البلديات.

المبدأ :

لا يتحمّل العون البلدي المسؤولية في عملية أنجزها بإذن وختم من رئيس البلدية.

تعلّقت قضية الحال بعونين بلديين يباشر أحدهما خطة كاتب عام لبلدية نسبت إليهما أخطاء في التصرف تمثّلت فيما يتعلّق بالمدعى عليه الأول في :

- تمكين بعض التجّار المزوّدين من امتيازات مالية غير مبرّرة باعتماد أسعار مشطّة تفوق الأسعار المتداولة بالسّوق وذلك خلافا للقوانين والتراتيب الجاري بها العمل التي تقتضي اللّجوء إلى المنافسة للبحث عن أفضل شروط الجودة وأنسب الأسعار حفاظا على مصالح المجموعة وصيانة لحرمة الأموال العمومية ممّا انجرّ عنه خسارة مالية تكبّدها البلدية.

- تجاوز نسبة الزيادة في الأسعار المخوّلة لفائدة المزوّدين من الجمعيات ذات الصبغة الاجتماعية وذلك خلافا لمقتضيات المنشور عدد 98 الصّادر عن الوزير الأوّل بتاريخ 29 جوان 1988.

- الانتفاع بالسكن الوظيفي عن طريق التسويغ خلافا لمقتضيات الأمر عدد 574 لسنة 1989 المؤرخ في 30 ماي 1989 والمتعلق بنظام إسكان أعوان البلديات.

- عدم المبادرة بتسوية وضعيّة انتفاعه بالسكن الوظيفي عن طريق إرجاع المبالغ التي تحملتها البلدية بدون موجب بعنوان التسويغ وهو ما تسبّب في إلحاق ضرر مالي بها.

وفيما يهمّ المدّعى عليها الثاني :

- تمكين الغير من امتيازات مالية غير مبرّرة تمثلت في إعفاء مالكي عقارين من الأداء على القيمة الكرائيّة.

- تعمّده انتهاج طرق وأساليب خاطئة باستعمال مطبوعة قرار ألغي العمل بها وتحليتها بتوقيع مستشار بلدي غير مؤهل وذلك لمنح الإعفاء غير المبرّر من الأداء على القيمة الكرائيّة، وهو ما يشكّل عملا يقوم به شخص لا سلطة له في ذلك ويكون من نتيجته التزام للمجموعة المحليّة بإسقاط بعض مستحقّاتها.

- تمكين الغير من امتيازات مالية غير مبرّرة تتمثل في تخفيض القيمة الكرائيّة لعقار مرسم بدفاتر البلدية وذلك باتّخاذ هذا الإجراء من تلقاء نفسه ودون الرجوع إلى لجنة المراجعة.

وانتهت المحكمة إلى ردّ جميع المآخذ بالنسبة إلى المدّعى عليه الأوّل ولثبوت قيام المدّعى عليه الثاني بالعمل بناء على إذن من رئيس البلدية وتحت إمضائه وهو ما برّر الحكم بعدم سماع الدّعى.

القرار عدد 145 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العموميّة المتضرّرة : جماعة محليّة (بلديّة).

هيكل الرّقابة : التفقدية العامّة لوزارة الدّاخلية.

المادّة : صفقات عموميّة – مراقبة وثائق صرف المستحقّات – إقامة العون العمومي.

المرجع القانوني : الدّستور - الأمر عدد 442 لسنة 1989 المؤرّخ في 22 أبريل 1989 - الأمر عدد 1979 لسنة 1989 المؤرّخ في 23 ديسمبر 1989 والمتعلّق بنظام إنجاز البنايات المدينة.

المبدأ :

لا يجوز مؤاخذة العون العمومي من أجل بُعد إقامته عن مقرّ العمل لأنّ ذلك يتنافى مع حرية اختيار مقرّ الإقامة التي يكفلها الدّستور.

تعلّقت قضية الحال بعونين بلديّين يشغل أحدهما خطة كاتب عامّ والثاني خطة مراقب للتراتب نسبت إليهما أخطاء تصرف تمثّلت بالنسبة إلى المدّعى عليه الأول في :

- عدم إشعار رئيس البلدية الذي طلب قرضا تكميليّا من صندوق القروض لإبرام ملحق حول الكلفة الإضافيّة لبناء مقرّ البلدية خلافا لأحكام الفصل 22 من كراس الشروط الخاصّ بالصفقة ؛

- التأشير على قوائم الخلاص دون عرضها على المصالح الفنيّة للإدارة الجهويّة للتجهيز والإسكان خلافا للتعليمات العامّة الصادرة عن وزير الماليّة تحت عدد 76 بتاريخ 22 أبريل 1985 ؛

- تحميل مشروع طرقات مبلغا ماليّا بصفة عشوائيّة دون احترام المقاييس الفنيّة؛

- المساهمة في إتلاف كمّيّة من مادّة الإسفلت لم يقع استعمالها لفائدة البلدية لعدم متابعته للمشروع.

وبالنسبة إلى المدّعى عليه الثاني في :

- التّقصير في إتمام إجراءات قبول المواد بوصفه مكلفا بمراقبة الأشغال والمصادقة على صحّة الفاتورات وعدم استعماله لبطاقات التسليم والتنصيب على الكمّيّات وأماكن وضعها ممّا حال دون إحكام الرقابة على عمليّة الإستلام وسمح للمزوّد بفوترة كمّيّات وهميّة تفوق بكثير الكمّيّات الحقيقيّة التي تمّ استعمالها.

- التأشير على صحّة ما ورد بالفاتورات والحال أنّه غير مؤهل لذلك فضلا عن كونه يقطن خارج المنطقة البلديّة ممّا يصعب عليه متابعة عمليّة القبول ومراقبة

الأشغال وذلك خلافا للتعليمات العامة عدد 76 الصادرة عن وزير المالية في 22 أبريل 1985.

- التقصير في مراقبة كمية المواد عند استلامها من المزود.

وقد قضت المحكمة بعدم سماع الدعوى بناء على عدم قيام المآخذ واقعا وقانونا.

القرار عدد 148 المؤرخ في 21 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : جماعة محلية (بلدية).

هيكل الرقابة : التفقدية العامة لوزارة الداخلية.

المادة : أشغال إضافية - تجزئة أشغال - إصدار أذن تزود على سبيل التسوية.

المرجع القانوني : - الفصل 67 من القانون الأساسي عدد 33 لسنة 1975 المؤرخ في 14 ماي 1975 المتعلق بإصدار القانون الأساسي للبلديات.

- الأمر عدد 442 لسنة 1989 المؤرخ في 22 أفريل 1989 والمتعلق بالصفقات العمومية.

المبدأ :

1- لا تترتب أية مسؤولية عن تأشير العون العمومي على سبيل الإطلاع على أذن بالطلب صادرة عمّن له تفويض قانوني في الغرض ؛

2- يجب إنجاز الطلب في إطار صفقة مكتوبة كلما بلغت كلفته السقف القانوني المحدد لذلك ؛

3- لا يجوز إصدار الأذن بالتزود على سبيل التسوية حفاظا على قاعدة المنافسة ومبدأ المساواة بين جميع العارضين أمام الطلب العمومي.

تعلقت قضية الحال بعونين بلديين يشغل الأول خطة كاتب عام والثاني رئيسا للإدارة الفرعية الفنية بنفس البلدية من أجل ما نسب إليهما من أخطاء تمثلت في :

بالنسبة إلى الأول :

- الإذن شفاهيا لمقاول أسندت له صفقة ترصيف بإنجاز أشغال إضافية ؛

- التّأشير على أذون تزوّد لتجزئة كلفة الأشغال الإضافيّة.

وبالنسبة إلى الثاني :

- الإذن شفاهيّا بالزيادة في حجم أشغال تتعلّق ببناء أرصفة تمثّل 40 % من مبلغ الصّفقة الأصليّة دون إبرام ملحق في الغرض.

- تجزئة كلفة أشغال تتعلّق بحماية الرّصيف بالخرسانة المسلّحة وتقوية حافتها ووضع حجر مجاري المياه وأحواض الزّهور لتجنّب إبرام صفقة وذلك بإصدار أذون تزوّد بمبلغ جملي قدره 69.736 ديناراً ؛

- إصدار إذنّين بالتزوّد على سبيل التسوية يتعلّقان بجزء من الأشغال المذكورة آنفاً.

وقد قضت المحكمة بعدم سماع الدّعوى بخصوص المدّعى عليه الأوّل حيث اعتبرت أنّ مجرّد تأشير العون العمومي على سبيل الإطّلاع على أذون بالتزوّد لا تحمّله أيّة مسؤوليّة وبإدانة المدّعى عليه الثاني من أجل ما نسب إليه بالمأخذين الثاني والثالث مع إسعافه بعدم تطبيق العقاب بناء ع على أنّ إصداره لأذون بالتزوّد كان بإذن من رئيس البلديّة.

القرار عدد 150 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.
هيكل الرقابة : التفقدية الإدارية والمالية لوزارة الصحة العمومية.
المادة : صرف الاعتماد - الانتداب - استعمال سيارة المصلحة - التزود بمواد.

المرجع القانوني : - الفصلان 85 و 248 م.م.ع ؛
 - الفصل 22 من الأمر عدد 1215 لسنة 1985 المؤرخ في 5 أكتوبر 1985 المتعلق بضبط النظام الأساسي الخاص بسلك عملة الدولة والجماعات العمومية المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية.

المبدأ :

إنّ تقدير الصبغة الضرورية لإنجاز الأشغال لفائدة المؤسسة العمومية الإدارية من عدمها يندرج ضمن مشمولات رئيسها بوصفه أمر صرف أول.

تعلقت قضية الحال بعون باشر خطة مدير لمجموعة مستشفيات من أجل ما نسب إليه من مأخذ هي كالاتي :

- القيام بأشغال غير ضرورية تمثلت في إدخال إصلاحات على مدخل المستشفى وعلى مسكنه الوظيفي وإقامة سياج ومساحة خضراء حوله.
 - تشغيل حارس بالليل وخلصه بفواتير وهمية وكذلك انتداب كاتبة دون موافقة الإدارة والقيام بنقلها ذهابا وإيابا من مقر سكنها ومقر العمل مما تسبب في تحميل المؤسسة نفقات تنقلها بصفة غير قانونية.
 - المبالغة في استهلاك الوقود الناتج عن الاستعمال المفرط لسيارتي مصلحة.

- شراء لوازم بناء من مزودين من البلدة مسقط رأسه دون احترام الإجراءات الجاري بها العمل بخصوص المنافسة.

- اقتناء جهاز هاتف ثان لمكتبه وربطه بالجهاز المستعمل بالمسكن الوظيفي مما انجر عنه دفع معاليم استهلاك مشطّة.

وقد انتهت المحكمة في خصوص المأخذ الأول إلى اعتبار أنّ تقدير الصبغة الضرورية لإنجاز الأشغال لفائدة المؤسسة من عدمها فضلا عن عدم تعلّقه

بمشروعية النفقات يندرج ضمن مشمولات المدعى عليه بوصفه آخر صرف أول ورئيساً لمؤسسة عمومية تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي وإلى عدم ثبوت المآخذ الأخرى واقعا.

القرار عدد 165 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.

هيكل الرقابة : التفقدية الإدارية والمالية لوزارة الصحة العمومية.

المادة : التزود بمواد.

المرجع القانوني : - الأمر عدد 442 لسنة 1989 المؤرخ في 22 أبريل 1989 ؛

- الأمر عدد 189 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 والمتعلق باستعمال سيارات الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية.

المبدأ :

لا تنسحب التراتيب المنظمة لمادة الصفقات العمومية على النفقات التي يكون مبلغها دون السقف القانوني المحدد لإبرام صفقة مكتوبة.

تعلقت قضية الحال بعون عمومي باشر خطة مدير لمجموعة مستشفيات نسبت إليه ثلاثة مآخذ تمثلت في :

- جلب جداول أسعار من مزودين لاقتناء مواد دون أن يقع قبولها عن طريق البريد مضمون الوصول وتمكين أحد المزودين من الاطلاع على بقية العروض وهو ما مكن هذا الأخير من تحرير عرضه بأقل ثمن وتعمده أثناء تقديمه الفاتورة للمستشفى إلى الترفيع في المبلغ ؛

- تعمده عند تسليم عهده لخلفه عدم إرجاع بعض الأثاث التابع للإدارة والذي كان يستعمله بمسكنه والوظيفي ؛

- استعمال شاحنة المستشفى لنقل مواد بناء من أحد المزودين إلى منزله.

وقضت المحكمة بعدم سماع الدّعى مغلّة حكمها بعدم قيامها قانونا في خصوص المأخذ الأوّل وواقعا بالنسبة إلى المأخذين الثاني والثالث.

القرار عدد 168 المؤرّخ في 28 ديسمبر 2001 الصّادر في القضيتين عدد 168 و169

الجهة العموميّة المتضرّرة : مؤسّسة عموميّة.
هيكّل الرّقابة : دائرة المحاسبات (التقرير العامّ السنوي).
المادّة : عقاري.
المرجع القانوني : الفصل 377 (ثالثا) من م.ح.ع.

المبدأ :

محرّر العقود مسؤول إزاء الأطراف عن مخالفتهم لأحكام الفصل 377 (ثالثا) من م.ح.ع والأحكام التشريعيّة والترتيبيّة المتعلقة بالتّرسيم.

تعلّقت القضيتان بثلاثة أعوان منشأة عموميّة يشغلون على التّوالي خطّة مدير الإدارة العمليّة وخطّة رئيس مصلحة ومستكتب إدارة نسب إليهم مأخذ واحد تمثّل في اقتراحهم شراء أجزاء مشاعة من عقار مرسم بالسجلّ العقاري دون التأكّد من ثبوت ملكيّة البائعين في حين أنّ هذا العقار منتزع لفائدة الدّولة وقد تمّ التّنصيب على ذلك بهامش صفحات السجلّ العقاري ممّا حمّل المنشأة العموميّة خسائر ماليّة هامّة بدون موجب.

وانتهت المحكمة في هذه القضية إلى التّصريح بعدم سماع الدّعى مستندة في ذلك إلى ثبوت تحرير عقود البيع من قبل محامي المنشأة العموميّة الأمر الذي ينتفي معه قيام مسؤوليّة المدّعى عليهم فيما نسب إليهم.

III- القرارات القضائية برفع الدّعى شكلا

القرار عدد 157 المؤرخ في 13 جويلية 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.
 هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية.
 المرجع القانوني : الفصول 43 و 70 و 71 من م.م.م.ت - القانون عدد 40 لسنة 1972 المؤرخ في غرة جوان 1972 والمتعلق بالمحكمة الإدارية والقانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

1- يتضمن عريضة الدعوى وجوبا إسم المدعى عليه ولقبه وصفته ومقره وما ينسب إليه من مأخذ بكل وضوح مع ذكر النصوص الموجبة للتتبع؛

2- لا يحق لأي طرف آخر أن يحل محل رافع الدعوى في استكمال المقومات الأساسية لإجراء رفع الدعوى ؛

تعلقت قضية الحال بتتبع رئيسين مديرين عامين تداولوا على تسيير منشأة عمومية في قطاع مواد البناء وكذلك مجموعة أعوان تتكون من متصرفين وأعوان تابعين لنفس المنشأة وعددهم ثمانية عشر عونا من أجل ما نسب إليهم من مأخذ اعتبرها الإدعاء أخطاء تصرف.

وقضت المحكمة برفض الدعوى شكلا بناء على حصول خلل في إجراءات تحريك الدعوى تمثل في خلو مكتوب رفع الدعوى من بعض التنصيصات الوجوبية المتمثلة في ذكر أسماء المدعى عليهم وصفة كل منهم والأخطاء المنسوبة إلى كل واحد على حدة.

القرار عدد 111 المؤرخ في 23 نوفمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.

هيكل الرقابة : تفقدية وزارة الفلاحة.

المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

1- لا يحقّ لغير الأشخاص المخوّل لهم قانونا رفع الدّعى إثارة تتبّع الأعوان العموميين لدى دائرة الزّجر المالي؛

2- لا يجوز تفويض حقّ الإمضاء في مجال رفع الدّعى ؛

انتهت المحكمة في قضية الحال إلى رفض الدّعى شكلا بناء على أنّ مكتوب رفع الدّعى لئن صدر باسم الوزير المعني فهو لم يكن ممضى من قبله شخصيا واعتبرت تأسيسا على ذلك أنّ المكتوب الممضى من قبل الكاتب العام للوزارة لا يصحّ اعتماده.

وقد علّلت المحكمة موقفها بالاستناد إلى أحكام الفصل 9 من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 الذي نصّ حصرا على الأشخاص المخوّل لهم دون سواهم رفع الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي.

القرار عدد 136 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.
هيكل الرقابة : التفقدية العامة لوزارة الاقتصاد الوطني سابقا/دائرة المحاسبات
 (التقرير العام السنوي).
المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

يختصّ الأشخاص المخوّل لهم رفع الدّعى دون سواهم
 بإثارة التتبع لدى دائرة الزّجر المالي وبتحديد هوية المدّعى عليهم.

قضت المحكمة في قضية الحال برفض الدّعى شكلا بناء على أنّ مكتوب
 رفع الدّعى الرّامي إلى إثارة التتبع ضدّ رئيس مدير عام منشأة عمومية لم يتضمّن
 صراحة ذكر هوية المتصرّف محلّ التتبع وذلك عملا بأحكام الفصل 9 من القانون
 عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 الذي نصّ حصرا على
 الأشخاص المخوّل لهم رفع الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي الأمر الذي استخلصت
 منه المحكمة أنّه ليس لغير هؤلاء الأشخاص الأهلية في تحديد هوية الأعوان
 العموميين محلّ التتبع لدى هذه الدائرة واعتبرت أنّه لا يمكن لمندوب الحكومة أن
 يحلّ محلّ رافع الدّعى في استكمال التّنصيصات الوجوبية بمكتوب رفع الدّعى
 والتي تشكّل مقومات أساسية للدّعى.

القرار عدد 137 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.
هيكل الرقابة : التفقدية العامة لوزارة الاقتصاد الوطني سابقا/دائرة المحاسبات
 (التقرير العام السنوي).
المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

يختصّ رافع الدّعى بإثارة التّتبّع لدى دائرة الزّجر المالي وبتحديد هوية المدّعى عليه.

قضت المحكمة في قضيّة الحال برفض الدّعى شكلا بناء على أنّ مكتوب رفع الدّعى الرّامي إلى إثارة التّتبّع ضدّ رئيس مدير عام منشأة عموميّة لم يتضمّن صراحة ذكر هويّة المتصرّف محلّ التّتبّع وذلك عملا بأحكام الفصل 9 من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرّخ في 20 جويلية 1985 الذي نصّ حصرا على الأشخاص المخوّل لهم رفع الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي الأمر الذي استخلصت منه المحكمة أنّه ليس لغير هؤلاء الأشخاص الأهليّة في تحديد هويّة الأعوان العموميين محلّ التّتبّع لدى هذه الدائرة واعتبرت أنّه لا يمكن لمندوب الحكومة أن يحلّ محلّ رافع الدّعى في استكمال التّنصيصات الوجوبيّة بمكتوب رفع الدّعى والتي تشكّل مقوّمات أساسيّة للدّعى.

القرار عدد 146 المؤرّخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العموميّة المتضرّرة : مؤسسة عموميّة.

هيكل الرّقابة : هيئة الرّقابة العامّة للماليّة

المرجع القانوني : الفصل 9 من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرّخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

يعدّ تحديد مسؤوليّة كلّ مدّعى عليه على حدة في مكتوب رفع الدّعى من المقوّمات الأساسيّة للدّعى.

تعلّقت قضيّة الحال بتتبّع خمسة أعوان لدى مؤسسة عموميّة للتّعليم العالي من أجل بيع مجموعة من الدّروس دون إدراج ذلك ضمن حسابات البيع لدى العون المحاسب من جهة وعدم أهليّتهم القانونيّة للقيام بمثل هذه الأعمال.

وقد قضت المحكمة برفض الدّعى شكلا بناء على حصول خلل في إجراءات تحريك الدّعى تمثّل في خلوّ مكتوب رفع الدّعى من بعض التّنصيصات الوجوبيّة المتمثلة في أفراد المدّعى عليهم كلّ على حدة بما نسب إليه من مآخذ والتي تشكّل مقوّمات أساسيّة للدّعى.

القرار عدد 156 المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.
 هيكل الرقابة : التفقدية الإدارية والمالية لوزارة التربية.
 المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

يتضمّن مكتوب رفع الدّعى وجوبا علاوة على إسم المدّعى عليه وصفته، تحديد المآخذ المنسوبة إليه بكلّ دقة.

تعلقت قضية الحال بعونين عموميين يشغل الأول خطة مدير لمعهد ثانوي والثاني مقتصد بنفس المعهد.

وقد انتهت المحكمة في هذه القضية إلى رفض الدّعى شكلا، بناء على أنّ مكتوب رفع الدّعى لئن تضمّن إسم كلّ من المدّعى عليهما وصفتهما فهو لم يحدّد المآخذ المنسوبة لكلّ منهما بكلّ دقة ولم يذكر النّصوص الموجبة للنتبّع ضرورة أنّ هذه التّنصيصات تشكّل مقومات أساسيّة لقبول الدّعى.

IV- القرارات القضائية برفض الدّعى أصلا لسقوط حقّ التّتبّع بمرور الزّمن

القرار عدد 178 المؤرخ في 22 جوان 2001

الجهة العمومية المتضررة : منشأة عمومية.
هيكل الرقابة : تفقدية وزارة النقل.
المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 في فصله العاشر.

المبدأ :

يسقط الحق في تتبع عون عمومي من أجل خطأ تصرف إذا مرّ عليه عند رفع الدعوى أجل خمس سنوات من تاريخ ارتكابه.

تعلقت قضية الحال بعون منشأة عمومية بصفته ممثلاً لها بإحدى نياباتها بالخارج من أجل ارتكابه خطأين في التصرف تمثلاً في :

1- الموافقة على انتداب عون لدى نيابته رغم علمه بأنّ هذا العون مساهم في رأس مال شركة خاصة تربطها علاقة تجارية بالمنشأة العمومية المعنية ولم يتولّ إشعار الإدارة المركزية بذلك.

2- تكليف شركة خاصة بإسداء خدمات لفائدة المنشأة العمومية المعنية دون إعمال المنافسة ودون إبرام عقد كتابي في الغرض.

وقد تبيّن لهيئة المحكمة أنّ المآخذ المنسوبة إلى العون العمومي المعني بالأمر قد جدّت خلال فترة مضى عليها عند رفع الدعوى الأجل المسقط لحقّ التتبع والمحدّد بخمسة أعوام اقتضاء بأحكام الفصل العاشر من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 وهو ما برّر رفض الدعوى أصلاً.

V- القرارات القضائية بالحفظ

القرار عدد 166 المؤرخ في 21 ديسمبر 2001

الجهة العمومية المتضررة : مؤسسة عمومية.
هيكل الرقابة : التفقدية الإدارية والمالية لوزارة التعليم العالي.
المادة : وكالة مقايض
المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

لا يمكن مقاضاة عون عمومي أمام دائرة الزجر المالي إلا في حدود الصفة والجهة العمومية إطار الوقائع المذكورين بمكتوب رفع الدعوى.

تعلقت قضية الحال بعون عمومي بصفته وكيل مقايض بمبيت جامعي تابع لوزارة التعليم العالي نسبت إليه مأخذ تمثلت في :

- تعمده إسكان العديد من الطلبة بدون دفع معلوم السكن خلال السنتين الجامعتين 1997/1996 و 1998/1997 خلافا لمقتضيات المنشور الوزاري عدد 53 المؤرخ في 04 ديسمبر 1997

- الإمضاء على أذن تزود ومحضر تسلم انتهاء أشغال دون أن يكون له تفويض قانوني في الغرض،

- عدم تنزيل كامل المقايض اليومية إلى العون المحاسب مما مكن من توفّر أرصدة مالية تجاوزت الحد الأقصى المرخّص فيه بقرار تسميته كوكيل للمقايض.

وقد انتهى التحقيق إلى عدم قيام مسؤولية المدعى عليه في خصوص المأخذين الأول والثاني اللذين تعلّقا بأفعال جدّت في تواريخ سابقة وأخرى لاحقة لفترة مباشرته لمهامه كوكيل مقايض ولعدم ارتباطهما بالصفة وبإطار الوقائع المذكورين بمكتوب رفع الدعوى وكذلك في خصوص المأخذ الثالث نظرا إلى كونه لا يشكل خطأ فادحا ترتّب عنه ضرر مالي للمؤسسة وهو ما برّر حفظ القضية بناء

على اقتراح من القاضي المقرّر وموافقة مندوب الحكومة وإقرار من رئيس الدائرة وذلك طبقاً لأحكام الفصل 15 (مكرّر) من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

VI- القرارات المتعلقة بدعوى المراجعة

القرار عدد 142 -دعوى المراجعة- المؤرخ في 23 نوفمبر 2001

القرار محلّ الطعن : القرار عدد 142 المؤرخ في غرة ديسمبر 2000.
القائم بدعوى المراجعة : المحكوم عليه.
المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

لا تقبل دعوى المراجعة أصلاً إلا في حالة ظهور عناصر جديدة أو العثور على وثائق تثبت عدم مسؤولية العون العمومي فيما أدين من أجله.

تعلقت قضية الحال بعون عمومي بصفته وكيل مقايض بمبيت جامعي تابع لوزارة التعليم العالي نسبت إليه مأخذ تمثّلت في :

تمثّلت وقائع القضية موضوع القرار محلّ الطعن في ارتكاب عون عمومي خطأ تصرف أثناء مباشرته لخطّة رئيس دائرة الهندسة الريفيّة بإحدى المندوبيات الجهويّة للتنمية الفلاحية. وتمثّل ذلك الخطأ في توليه استعمال موادّ بناء مخصّصة لتعهّد نقاط مياه للقيام بإصلاح مسكنه الوظيفي وذلك خلافا لقاعدة تخصيص الاعتمادات المنصوص عليها بالقانون الأساسي للميزانية وعقابه لقاء ذلك بخطيّة بحدّ الجزء الثاني عشر (12/1) من كامل مرتّبه الخام السنوي بما قدره سبعمائة وخمسون ديناراً (750 د).

وتقدّم المحكوم عليه بمطلب في مراجعة القرار الصّادر ضده دون أن يكون مطلبه مدعماً بعناصر أو بوثائق جديدة تثبت عدم قيام مسؤوليّته فيما أدين من أجله وذلك وفقاً لما تقتضيه أحكام الفصل 20 من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985 وهو ما برّر قبول الدّعوى شكلاً ورفضها أصلاً.

القرار عدد 109 - دعوى المراجعة- المؤرخ في 28 ديسمبر 2001

القرار محلّ الطعن : القرار عدد 109 المؤرخ في 14 جويلية 2001
القائم بدعوى المراجعة : المحكوم عليه.
المرجع القانوني : القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985.

المبدأ :

لا تقبل دعوى المراجعة أصلا إلا في حالة ظهور عناصر
جديدة أو العثور على وثائق تثبت عدم مسؤولية العون العمومي
فيما أدين من أجله.

تمثلت وقائع القضية موضوع القرار محلّ الطعن في ارتكاب رئيس منشأة
عمومية خطأ تصرف تمثل في عدم تقيده بواجب إبرام عقد كتابي للتزود بموادّ
مخالفا بذلك الترتيب الجاري بها العمل في مجال الصفقات العمومية وعقابه لقاء
ذلك بخطية بحدّ الجزء الثاني عشر من كامل مرتبه الخام السنوي بما قدره تسعمائة
دينار.

وتقدّم المحكوم عليه بمطلب في مراجعة القرار الصّادر ضده دون أن يكون
مطلبه مدعما بعناصر أو بوثائق جديدة تثبت عدم قيام مسؤوليته فيما أدين من أجله
وذلك عملا بأحكام الفصل 20 من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20
جويلية 1985 وهو ما برّر قبول الدّعى شكلا ورفضها أصلا.

02

2002

:

:

الجمهورية التونسية

دائرة
الزجر
المالي
التقرير السنوي
الرابع عشر

2002

يشرف دائرة الزّجر المالي أن
ترفع إلى سيادة رئيس الجمهوريّة
تقريرها السنويّ الرابع عشر لعرض نشاطها
خلال سنة 2002.

الفهرس

المقّمة

4

5	- I
13	- II
18	- III
21	- IV
25	- V

(22) 2002

(9)	(5)	(7)	(1)
.1985	20	1985 74	9

(14) 2002

:

(5) -

(4) -

(2) -

(2) -

(1) -

.

2002

2000

(22)

.2002

.

.

- I

2002

22

185

:
:
:

—

—

1989

1989

9

- :

1997

31

1997

565

-

25

38

-

1997

.

:

-1

.

-2

.

(2400)

(12/1)

:

*

1997

31

1997

565

7

1997 25 38
1985 74

1985 20

*

1989

1989 9

74

. 1985

2002 22 191

:

:

:

—

—

. 245 85 84 :

:

- 1

.

- 2

.

(12/1)

(700)

:

*

74 85

1985 20 1985

*

245

1985 20 1985 74

*

1985 74 84

. 1985 20

2002 27 174

$$\left(\begin{array}{c} \vdots \\ \vdots \\ \vdots \end{array} \right) :$$

□

□

-
-

205 196 171 162 152 136 — :

■

□

■

(2000)

(12/1)

136

196

3

266

1976

.

20

1985

74

. 1985

2002

27

197

:

:

:

—

—

(CD-ROM)

—

88 84

* :

9

38

*

1976

22

16

*

1997

3

28

*

.1997

:

-2

(12/1)

:

(1000)

*

88

28

1997

3

74

1985

20

1985

*

88

38

1976

9

74

1985

20

1985

*

1985

74

*

1985

20

1985

74

(CD-ROM)

*

11

16

1997

1985

74

2002

27

182

⋮

⋮

⋮

▪

(1000)

(12/1)

⋮

*

1985

20

1985

74

*

1985

20

1985

74

*

20

1985

74

. 1985

- II

■ ■
 ■ ■
 ■ ■
 ■ ■
 ■ ■
 ■ ■

■ ■

■

■

■

■

2002 18 190

■
 ■
 ■
 ■

■ ■

-1

■

-2

:

*

*

2002

22

186

:

:

:

:

:

*

*

*

*

*

.

.

2002

27

183

:

:

:

:

1989

22

1989

442

-

.

:

-1

.

-2

.

:

*

*

*

*

*

*

.

.

- III

2002

18

188

·
·
·
·
·

·

▪ *

▪

180

▪

▪

2002

18

189

⋮
⋮
⋮
⋮
⋮

▪

⋮

▪

*

▪

181

▪

▪

- IV

2002

27

175

.

:

.

:

.

:

.

:

:

- 1

-2

.

:

:

(100)

*

*

*

(223)

*

*

*

*

*

*

." "

.

2002

27

176

. :

. :

. :

. :

:

- 1

-2

.

:

(100)

*

*

*

*

*

.

.

-V

() 2002 18 179

.2001 22 179 :

. :

. :

.1985 20 1985 74 :

:

-1

-2

.

.

1985 74

(12/1)

. (2125)

.

.

.

.

.

2003 24

:

.

الجمهورية التونسية

2003

يشرف دائرة الزجر المالي أن
ترفع إلى سيادة رئيس الجمهورية
تقريرها السنوي الخامس عشر لعرض
نشاطها خلال سنة 2003.

الفهرس

المقّمة

4

6

- I

13

- II

	(15)	2003		
		(13)		
(3)		(3)	(4)	
(2)		(1)	(1)	(1)
1985	74	9		
			.1985	20
		(15)		
		(22)		
		.		
(22)		2003		
			:	
			(6)	*
		.	(16)	*
		2003		
		2002		(15)
			.2003	

.

.

- I

2003 9 198

⋮
⋮
⋮

—

1989 1989 9 :

▪

*

*

▪

*

(2550) (4/1)

⋮

*

1985 20 1985 74

*

1985 74

.

*

74

. 1985

2003 9 202

:
:
:
:
:

1989

. — 9

:

.

(3/1)

(4800)

74

. 1985 20 1985

2003 9 203

:
:
:
:
:

. —

▪
▪

▪

(2/1)

(3800)

74

. 1985 20 1985

2003 31 216

:
:
:
:

:

-

-

.

1989 22 1989 442 :

⋮

*

*

▪

(2300)

(12/1)

⋮

-1

1985

20

1985

74

-2

1985

20

1985

74

▪

▪

2003 31 217

() :
:
:
:
41 :

▪
▪

▪

(12/1)

: (800)

*

41

1985 74

1985 20

*

41

1985 74

. 1985 20

*

41

- II

2003 9 201 199

1899 1899 9 :

:

*

*

.

.

.

.

.

2003 9 200

:

:

:

:

1989

1989

9

:

:

:

.

.

.

.

2003 9 204

∴
∴
∴
∴

1989 —

1989 9

∴

▪

▪

▪

▪

2003 9 177

∴
∴
∴
∴

1985 78 1985 78 * :
1985 5

1989 22 1989 442 *

*

.

■
■

*

■

*

*

■

.

5 1985 78

1985

.

.

.

.

2003 26 207

:

:

:

* :

*

1989 22 1989 442 * :

.

1989 5 1989 376 *

*

▪
▪

▪

:

:

:

:

.

.

.

.

.

.

.

2003

26

208

:

:

:

* :

.

1989

22

1989

442

* :

.

1989

5

1989

376

*

*

:

*

100

85

*

65

*

49

*

.

.

.

.

2003

26

209

:

:

* :

:

:

■

■

■

.

.

.

2003 26 213 212 211

·
·

·
·

·
·

·
·

·

*

*

·

·
·

—

—

—

·

1985 74

1985 20

.

.

.

.

.

.

2003 26 219 218

.

.

.

* :

*

.

.

.

.

.

2003

26

220

:

:

* :

* :

*

.

.

.

.

2004

·

·

الجمهورية التونسية

-2004-

يشرف دائرة الزّجر المالي أن
ترفع إلى سيادة رئيس الجمهورية تقريرها
السّنويّ السّادس عشر لعرض نشاطها خلال
سنة 2004.

الفهرس

المقّمة

4

6	- I
13	- II
18	- III
20	- IV

(25) 2004

74 9

(17) 1985 20 1985

(1) (3) (3)

. (1)

(25)

. (15)

(21) 2004

:

(7) *

(5) *

(8) *

(1) *

(19) 2004

2002 (5)

.2004 2003

.

- I

2004

14

214

:

:

:

:

—

253 84

▪

▪

*

*

*

▪

(900)

(12/1)

:

*

84

1985

20

1985

74

▪

*

253

74

. 1985 20 1985

2004 14 222

∴
∴
∴

—

20 .
1985 74 13 - ∴
1985

-
-

∴

*

*

*

▪

(6000)

(6/1)

∴

*

. 1985 20 1985 74

.

*

1985 74

. 1985 20

2004 29 215

:
:
:
:
:

—

85 84 237

.

▪

*

*

*

▪

10

(4/1)

(2550)

:

*

74

.1985 20 1985

*

.

.1985 20 1985 74

2004 29 226

:

:

:

:

1988 11 1988 189

.

▪

▪

*

*

▪

(1000)

(12/1)

1988 11 1988 189

. 1985 20 1985 74

.

2004 31 246 245 244

:

:

:

:

254 253 248 245 88 85 84

.

:

*

*

*

■

12

(850)

(12/1)

(950)

(1050)

:

*

84

1985

20

1985

74

) *

88

20

1985

74

1985

*

254 253

. 1985

20

1985

74

2004 14 221

⋮
⋮
⋮
⋮

.

⋮
⋮

▪

.

.

.

.

2004

26

230

:

:

:

371

:

:

*

*

371

2004 26 231

⋮
⋮
⋮

⋮

⋮

⋮

*

⋮

⋮

⋮

2004 26 233

⋮
⋮
⋮

⋮

⋮

*

⋮

.

.

.

2004 26 236

:

.

.

.

:

.

:

.

■

■

■

*

.

.

.

- III

239 238 237 235 234 232 229 228

2004 26

20 1985 74
1985

⋮

*

▪

•

•

20 1985 74

•

1985

-IV

2004 29 . 174

2002 27 174 :
:
:
20 1985 74 20 :
.1985

:

*

.

136

196

266 1976 3

.

1985 20 1985 74
(12/1)

. (2000)

.

.

.

11

2005

:

.

REPUBLIQUE TUNISIENNE



**LA COUR DE
DISCIPLINE FINANCIERE**

**DIX-SEPTIEME
RAPPORT ANNUEL
2005**

(TRADUCTION)

La Cour de Discipline Financière a l'honneur de présenter, à ***Son Excellence Monsieur LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE***, le dix-septième rapport annuel qui retrace son activité au cours de l'année 2005 .

TABLE DES MATIERES

	Page
INTRODUCTION : Activité de la Cour de Discipline Financière	4
I- LES ARRÊTS PORTANT CONDAMNATION A L'AMENDE	7
II- LES ARRÊTS PRONONCANT LE NON LIEU	22
III – LES RECOURS EN REVISION	25

INTRODUCTION

ACTIVITE DE LA COUR DE DISCIPLINE FINANCIERE

La Cour de Discipline Financière a été saisie, au cours de l'année 2005, de dix-huit (18) affaires déferées par le Commissaire du Gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 , sur la base de saisines émanant, du Ministre des affaires étrangères (1) , du Ministre des finances (2) , de la Ministre des affaires de la femme , de la famille , de l'enfance et des personnes âgées (1) , du Ministre de l'environnement et du développement durable (12) , du Ministre de la santé publique (1) et du Ministre de l'enseignement supérieur (1).

Lesdites dix-huit (18) saisines de l'année sont venues s'ajouter à dix-neuf (19) affaires déjà en cours d'instruction devant la Juridiction .

La Cour a statué , durant l'année 2005 , sur huit (8) affaires . Les arrêts rendus se répartissent comme suit :

- six (6) arrêts portant condamnation à une amende,
- un (1) arrêt prononçant un non lieu ,
- et un (1) arrêt statuant sur un recours en révision qui a conclu à sa recevabilité en la forme et à son rejet quant au fond.

De même qu'il a été procédé à la clôture de l'instruction de huit (8) affaires , qui sont en cours de procédure avant de les soumettre à la formation de jugement pour y statuer.

Le nombre d'affaires , encore au stade de l'instruction à la fin de l'année 2005, a atteint vingt et une (21) affaires .

L'examen des arrêts rendus par la Cour fait ressortir que les fautes de gestion , objet de condamnation , ont été commises notamment du fait de dépassement des crédits inscrits au budget , d'abus commis , lors de la passation de marchés et de consultations pour le pourvoi , aux besoins de l'administration , en fournitures de papier et en matériel de photocopie , à l'ordre donné pour le règlement de fournisseurs concernant des dépenses relatives à des articles non encore réceptionnés et au manquement au suivi des clauses d'une convention de sous-traitance conclue avec une entreprise privée en vue de fournir une prestation municipale ; ledit manquement ayant occasionné, outre l'inexécution des prestations objet du contrat , la détérioration des équipements acquis et affectés à cet effet.

S'agissant des parties publiques lésées du fait des fautes de gestion retenues ,
les arrêts rendus ont concerné l'Etat et une municipalité.

**I – LES ARRÊTS PORTANT
CONDAMNATION A UNE AMENDE**

Arrêt n° 251 du 15 juillet 2005 .

Partie Publique : Une municipalité ,

Organe de contrôle : Le contrôle général des services publics,

Matière : Suivi de contrat de gestion et de maintenance –défaut d'exécution de prestations communales , détérioration d'équipements .

Fondement juridique :

- * Les dispositions de l'article 67 de la loi organique des communes,
- * Les termes d'un contrat de gestion et de maintenance conclu avec une entreprise privée .

LE PRINCIPE :

1- Le secrétaire général de la municipalité , assure, sous l'autorité du président de ladite municipalité, la mission de suivi de la marche des services dans les domaines administratif et financier ;

2- En l'absence de délégation expresse du secrétaire général de la commune de ses attributions , conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi organique des communes , les instructions , par lui données à ses collaborateurs , ne sauraient le dispenser de l'obligation qui lui incombe de veiller , lui même , aux soins de leur exécution .

La Cour a retenu la responsabilité du secrétaire général d'une commune et l'a condamné à une amende équivalente au sixième (1/6) de son traitement brut annuel soit un montant de trois mille (3000) dinars et ce pour avoir commis une faute de gestion ayant consisté dans le manquement au suivi de l'exécution des termes d'un contrat de gestion et de maintenance conclu avec une entreprise privée en vue de fournir des prestations d'hygiène , moyennant une rémunération . Ledit manquement a généré , outre l'inexécution des prestations objet du contrat , la détérioration des équipements acquis à cette fin par la commune et affectés à cet effet , ce qui constitue une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article 1^{er} de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 relative à la définition et à la sanction des fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat, des établissements publics administratifs, des collectivités publiques locales et des entreprises publiques et à la création d'une Cour de Discipline Financière .

La cour a réfuté un moyen de défense avancé par le prévenu , y arguant qu'il a enjoint , par écrit , aux agents exerçant sous son autorité, de veiller à l'exécution de l'objet du contrat conclu en la matière avec une entreprise privée . La cour s'est prévalu , dans son rejet , du motif qu'il n'a pas été avéré que le secrétaire général a délégué en la matière des attributions aux agents concernés conformément aux modalités prescrites par la loi organique des communes .

Arrêt n°192 du 25 novembre 2005 .

Partie publique : L'Etat – la direction générale des services communs auprès d'un département ministériel -,

Organe de contrôle : Le contrôle général des finances,

Matière : Gestion de consultations et de marchés d'approvisionnement de l'administration en fournitures de bureaux et en matériel de photocopie - dépassement des crédits inscrits au budget – règlement de fournisseurs avant la réception des fournitures et matériels .

Fondement juridique :

- * Les dispositions de l'article 4 de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 ,
- * Les dispositions des articles 41 , 84 et 107 du code de la comptabilité publique ,
- * Les dispositions des articles 2 , 16 , 25 et 111 du décret n° 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics,
- * Les prescriptions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes de biens et de services .

LE PRINCIPE :

1- La sanction pénale prononcée à l'encontre d'un agent public pour faux en écritures et détournements de deniers publics et sa condamnation à l'amende en dédommagement des préjudices subis de ce fait par l'Etat ; n'exclut pas , en outre, l'engagement de poursuites à l'encontre dudit agent public , devant la cour de discipline financière au titre des mêmes griefs , dès lors qu'ils sont par ailleurs constitutifs de fautes de gestion , et ce en application des dispositions de l'article 4 de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 ,

2- Le détournement de deniers publics constitue, au regard du code pénal , un délit et constitue également , au sens de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 , une faute de gestion,

3- La Cour de discipline financière est liée , en ce qui concerne la matérialité des faits , par l'autorité de la chose jugée par les juridictions pénales,

4- L'amende prononcée par la cour de discipline financière , à l'encontre des auteurs de fautes de gestion , ne constitue pas une réparation de préjudice et se distingue à la fois de l'amende pénale et de la sanction disciplinaire .

La Cour a retenu la responsabilité d'un agent public chargé des fonctions de directeur des affaires administratives et financières auprès d'un département ministériel et l'a condamné à une amende équivalente à la totalité de son traitement brut annuel , soit un montant de quatorze mille huit cent (14.800) dinars, et ce pour avoir commis les fautes de gestion ci après :

* La restitution sciemment , à l'un des soumissionnaires , avant même l'ouverture des plis portant les offres financières , de l'original du cautionnement provisoire et le remplacement de ladite pièce par une copie, dûment certifiée , par les soins de l'administration , conforme à l'original et ce dans le dessein de faire bénéficier ledit soumissionnaire , à l'exclusion des autres concurrents , de l'économie des charges bancaires induites par ce cautionnement . Ces agissements du prévenu se sont traduits ainsi par l'acceptation de l'offre dudit soumissionnaire , sans cautionnement bancaire et contreviennent ainsi aux dispositions de l'article 16 – tertio – du décret n°89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics qui prescrivent que les soumissions ou offres doivent être accompagnées d'une liste définie de pièces ainsi que de toute autre pièce exigée par le cahier des charges ; ces mêmes agissements viennent également en infraction aux dispositions de l'article 21 du même décret , prescrivant que le cahier des charges des clauses administratives particulières déterminent l'importance des garanties financières à produire , par chaque soumissionnaire , à titre de cautionnement provisoire ; ce qui constitue une faute de gestion au sens du dernier alinéa de l'article premier de la loi la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* La modification abusive de données de certains dossiers de soumissionnaires , commise lors de dépouillements d'offres techniques et financières et ce dans de dessein de

permettre à des entreprises dirigées , par un même gérant , d'emporter des marchés , occasionnant de ce fait indûment à l'Etat un surcroît de charges du fait de la non retenue de l'offre la plus avantageuse , ce qui constitue une violation des règles relatives à la concurrence , dont notamment celle énoncée par le code de la comptabilité publique ainsi que par les textes réglementaires régissant les marchés publics et édictant l'égalité des candidats devant la commande publique , ce qui constitue une faute de gestion au sens du dernier alinéa de l'article premier de la loi la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 .

* Le faux , perpétré à même l'original d'un contrat de marché conclu avec un fournisseur par l'altération de son contenu et l'attestation de la conformité de copies à l'original et leur production comme support servant à la finalisation des mesures , dûment diligentées par ses soins, à l'effet du règlement du fournisseur et ce en méconnaissance des procédures et dispositions réglementaires et de la garantie des droits de l'Etat . Ces agissements ont constitué , au sens des dispositions du code pénal , un crime et sont considérés à ce titre comme une violation des règles régissant l'exécution des dépenses de l'Etat , et constitue , au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 , une faute de gestion.

* La modification abusive apportée , à même les procès verbaux de livraison et de réception de fournitures, à des données relatives aux quantités livrées et reçues et l'attestation de la conformité à l'original de copies desdits procès verbaux , dûment falsifiés , puis la production desdites pièces, comme support à l'appui du dossier de règlement du fournisseur et ce outre l'admission de ce dernier , sans droit et par faveur , au bénéfice de facilités financières, sa soustraction à l'application des pénalités de retard , voire l'émission d'un ordre de son règlement , avant même la réception des fournitures , enfreignant ainsi les dispositions des articles 41 et 107 du code de la comptabilité publique , ce qui constitue une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* Le dépassement des crédits inscrits au budget de l'Etat , au titre du département , pour l'achat de fournitures de bureaux , ce qui a fait supporter , à la charge de l'administration , des impayés et s'est traduit par la violation des dispositions de l'article 84 du code de la comptabilité publique prescrivant qu'aucune dépense ne peut être engagée ni acquittée si elle n'a été prévue au budget des dépenses et constitue ainsi une faute de gestion au sens du dernier alinéa de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* L'ordre donné au fournisseur , d'entamer l'exécution du marché , avant même la soumission du dossier à l'examen de la commission des marchés compétente et préalablement au visa des services de contrôle des dépenses publiques sur les pièces d'engagement des dépenses , ce qui s'est traduit par l'engagement de dépenses en dehors des formes requises par la réglementation relative aux marchés publics et constitue de ce fait une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985

* L'acceptation d'un cautionnement bancaire malgré la péremption de sa durée de validité et la restitution de son original, le jour même, au soumissionnaire , enfreignant ainsi les dispositions de l'article 25 de décret n° 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics, lesquels dispositions prescrivent que le cautionnement définitif ou la caution qui le remplace reste affecté à la garantie de la bonne exécution du marché et au recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre de ce marché , ce qui est de nature à faire supporter à l'administration un préjudice grave et constitue ainsi une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas du l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* La non passation de marchés nouveaux et le recours à l'approvisionnement, auprès d'entreprises dirigées par un même gérant , sous la forme d'avenants à un marché antérieur , enfreignant de ce fait les dispositions de l'article 2 du décret 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics ce qui constitue une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

L'avocat du prévenu a soulevé un moyen en défense visant le rejet de l'affaire , au motif que ledit agent a été déjà pénalement condamné au titre des mêmes faits et soumis au règlement , au profit de l'Etat , de fortes amendes en dédommagements du préjudice occasionné par ces mêmes agissements , soulignant notamment que dès lors que les faits l'emportent sur les qualifications , son client ne peut être condamné doublement pour les mêmes faits et ce en application de la règle non bis in idem . De surcroît le prévenu ne peut être condamné à dédommager le même préjudice plus d'une fois et ce combien même les faits à lui reprochés ont été autrement qualifiés .

La cour a rejeté ce moyen en défense et s'est prévalu, dans sa motivation , des dispositions de l'article 4 de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 , lesquelles dispositions

énoncent que le fonctionnaire ou l'agent de l'Etat , des établissements publics administratifs et des collectivités publiques locales ainsi que tout administrateur ou agent des entreprises publiques qui a été reconnu coupable de l'une ou de plusieurs fautes de gestion énoncées aux articles premier et deuxième de la présente loi, est passible, d'une amende dont le montant est compris entre le douzième et la totalité du traitement brut annuel qui lui a été alloué à la date à laquelle la faute de gestion a été commise, sans préjudice des sanctions disciplinaires ou pénales auxquelles peuvent donner lieu les fautes de gestion constatées. De même , la cour s'est prévalu du fait que l'amende prononcée par cette juridiction à l'encontre de l'agent reconnu auteur d'une faute de gestion ne relève point du dédommagement du préjudice mais constitue bien une amende, sui generis , c'est à dire d'une nature propre.

Arrêt n°193 du 25 novembre 2005 .

Partie publique : L'Etat – la direction générale des services communs auprès d'un département ministériel -,

Organe de contrôle : Le contrôle général des finances,

Matière : Gestion de consultations et de marchés d'approvisionnement de l'administration en fournitures de bureaux et en matériel de photocopie – règlement de fournisseur avant la réception des fournitures et matériels.

Fondement juridique :

- * les dispositions de l'article 41 du code de la comptabilité publique
- * Les dispositions des articles 16 , 22, 70, 71 et 111 du décret 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics,
- * Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes des biens et des services.

LE PRINCIPE

*** Lors de la participation aux marchés publics , les soumissions ou offres doivent être établies conformément au modèle présenté dans les cahiers des charges et signées par les entrepreneurs ou fournisseurs qui les présentent , ou par leur mandataire sans qu'un même mandataire puisse représenter plus d'un candidat pour un même marché ;**

*** l'avis des commissions de marchés a force de décision à l'égard des ordonnateurs ; il ne peut être passé outre cet avis que par décision du Premier Ministre sur proposition du ministre concerné .**

La Cour a retenu la responsabilité d'un agent public chargé des fonctions de directeur des constructions et de l'équipement auprès d'un département ministériel et l'a condamné à une amende équivalente à la totalité de son traitement brut annuel , soit un montant de quatorze mille deux cent (14.200) dinars, et ce pour avoir commis les fautes de gestion ci après :

* L'abus fait , lors de dépouillements d'offres techniques et financières , des données de certains dossiers de soumissionnaires , et ce dans le dessein de permettre à des entreprises , dirigées par le même gérant, d'emporter ces marchés , occasionnant de ce fait indûment un surcroît de charges au budget de l'Etat du fait de la non retenue de la meilleure offre et enfreignant ainsi les dispositions du décret n°89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics et notamment celles énoncées par les articles 70 et 71, ce qui constitue une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* La modification abusive des données relatives aux quantités de papier par rame , ce qui a eu pour effet de majorer de plus de cent pour cent les prix, tels que proposés par les entreprises du même gérant et acceptés par l'administration et a entraîné la majoration des quantités de papier , faisant grever , de ce fait , le budget de l'Etat de dépenses indues , ce qui constitue une faute de gestion au sens des alinéas cinquième et dernier de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 .

* La prise en charge de factures et l'attestation de leur véracité et leur régularité et ce malgré la majoration des montants y figurant , enfreignant de les dispositions de l'article 41 du code de la comptabilité publique, lesquelles dispositions énoncent que le paiement ne peut être effectué qu'au véritable créancier justifiant de ses droits et pour l'acquittement d'un service fait et occasionnant de ce fait un préjudice pécuniaire à l'Etat ; ce qui constitue une faute de gestion au sens des alinéas cinquième et dernier de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* L'admission , lors de la même consultation , de deux soumissions présentées par le même fournisseur et le choix porté sur l'offre la plus onéreuse d'entre elles pour

l'administration , ce qui a eu pour effet de procurer indûment , audit fournisseur , des avantages financiers et constitue ainsi une faute gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* L'admission de soumissions émanant de différentes entreprises dirigées par le même gérant, pour participer au même appel d'offres pour l'approvisionnement de l'administration en fournitures malgré la non production du quitus fiscal , enfreignant ainsi les dispositions de l'article 16 du décret n°89-442 de 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics et énonçant que le même mandataire ne peut représenter qu'un seul candidat pour un même marché, ce qui constitue une faute gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* L'ordre donné à un fournisseur d'entamer la livraison de fournitures de bureau à l'administration et ce avant l'approbation de la commission des marchés , et avant même l'ouverture des plis financiers , empiétant ainsi sur les prérogatives de la commission des marchés compétente et méconnaissant les dispositions de l'article 111 de décret 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics qui énoncent que l'avis des commissions de marchés a force de décision à l'égard des ordonnateurs et qu'il ne peut être passé outre cet avis que par décision du Premier Ministre sur proposition du ministre concerné , ce qui constitue une faute gestion au sens des alinéas premier et dernier de l'article dernier de la lois 85-74 du 20 juillet 1985.

* L'ordre donné , en toute diligence , pour le règlement des créances d'un fournisseur , tout en sachant l'inobservation par ce dernier des procédures administratives en vigueur prescrivant l'obligation de production d'un cautionnement bancaire , ce qui constitue une faute de gestion au sens des alinéas cinquième et dernier de l'article premier de la lois n° 85-74 du 20 juillet 1985 .

Arrêt n°194 du 25 novembre 2005 .

Partie publique : L'Etat – la direction générale des services communs d'un département ministériel-,

Organe de contrôle : Le contrôle général des finances,

Matière : Gestion de consultations et de marchés d'approvisionnement de l'administration en fournitures de bureau et en matériel de photocopie .

Fondement juridique :

* Les dispositions des articles 70 et 71 du décret n°89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics ,

LE PRINCIPE :

1- La Cour de discipline financière est liée , en ce qui concerne la matérialité des faits , par l'autorité de la chose jugée par les juridictions pénales.

2- Le détournement de deniers publics constitue un délit, au regard du code pénal et constitue en même temps une faute de gestion , au sens de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 ,

3- le marché est octroyé au soumissionnaire qui aura présenté l'offre la plus avantageuse au profit de l'administration , sous réserve que le prix proposé soit inférieur ou égal au seuil maximum arrêté le cas échéant par l'acheteur public .

La Cour a retenu la responsabilité d'un agent public chargé des fonctions de sous directeur de l'équipement relevant de la direction générale des services communs d'un département ministériel et l'a condamné à une amende équivalente au quart (1/4) de son traitement brut annuel , soit un montant de deux mille quatre cent (2.400) dinars, et ce pour avoir commis une faute de gestion du fait de l'ordre par lui donné , à ses collaborateurs , de parapher des procès verbaux de dépouillement d'offres sans avoir pris connaissance de leur contenu et du fait de la modification abusive de données figurant à même les dossiers de certains soumissionnaires et ce dans le dessein de minorer les notes attribuées aux concurrents des entreprises du fournisseur complice , et ce moyennant en contrepartie le gonflement des notes attribuées à ce dernier , ce qui a permis audit soumissionnaire complice d'emporter indûment ces marchés . Par ces agissements , le prévenu a porté un préjudice tant aux autres soumissionnaires qui ont été privés de marchés qui auraient du leur échoir de droit conformément à la réglementation en vigueur , qu'au budget de l'Etat du fait des prix gonflés qu'il a du subir , enfreignant ainsi les dispositions expresses des articles 70 et 71 du décret 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics. L'ensemble de ces agissements constitue selon la cour une faute de gestion au

sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 .

Arrêt n°195 du 25 novembre 2005 .

Partie publique : L'Etat – la direction générale des services communs auprès d'un département ministériel -,

Organe de contrôle : Le contrôle général des finances,

Matière : Gestion de consultations et de marchés d'approvisionnement de l'administration en fournitures de bureau et en matériel de photocopie - règlement de fournisseur préalablement à la réception de fournitures et matériels .

Fondement juridique :

* Les dispositions des articles 16, 70 et 71 du décret n°89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics .

LE PRINCIPE :

*** La force de l'autorité de la chose jugée au pénal lie la Cour de discipline financière en ce qui concerne la matérialité des faits.**

*** Seule la Cour de discipline financière , à l'exclusion de toute autre instance , est compétente pour apprécier les faits constitutifs d'une faute de gestion et à les qualifier.**

La Cour a retenu la responsabilité d'un agent public chargé des fonctions de chef de service relevant de la direction générale des services communs d'un département ministériel et l'a condamné à une amende équivalente au sixième (1/6) de son traitement brut annuel, soit un montant de mille huit cent (1.800) dinars, et ce pour avoir commis des fautes de gestion consistant dans plusieurs infractions à la réglementation en vigueur applicable en matière de passation des marchés publics :

- la non constatation complaisante de certaines irrégularités ayant entaché les dossiers portant soumission d'entreprises dirigées par le même gérant , dont , entre autres, le défaut de cautionnement bancaire , la mention, à tort , à même les procès verbaux de dépouillement des offres , de fausses données ,

- la non tenue d'un registre devant constater et consigner les échantillons fournis, et tout ce qui précède du fait de sa complicité avec d'autres agents dans des abus perpétrés lors de la constatation et l'enregistrement des échantillons.

De tels agissements ont eu pour effet , sur la foi des conclusions d'un expert commis en la matière , de minorer les notes revenant à l'offre faite par l'un des soumissionnaires et ce dans le dessein de permettre aux entreprises de l'un des soumissionnaires, à l'exclusion de tous autres , d'emporter indûment les marchés et les consultations , occasionnant de ce fait un préjudice tant aux entreprises soumissionnaires concurrentes , lesquelles entreprises ont été privées à tort des droits devant leur échoir d'emporter lesdits marchés et consultations , qu'à l'administration qui a du subir un surcroît de coûts , tel que constaté et évalué par les experts commis à cet effet, enfreignant ainsi les dispositions des articles 16 , 70 et 71 du décret 89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics , ce qui constitue une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 .

Le prévenu s'est prévalu d'un moyen en défense en indiquant que , la Cour de discipline financière qui est une juridiction autonome et qui dispose de ce fait de la pleine compétence d'appréciation des faits constitutifs de fautes de gestion , de leur qualification et de la sanction de leur auteur , n'est pas liée par le juge pénal qui aurait retenu par ailleurs la culpabilité d'un agent public et prononcé sa condamnation .

La Cour a réfuté ce moyen en défense , au motif que l'autorité de la chose jugée au pénal lie la juridiction financière , en ce qui concerne la matérialité des faits . Pour autant la Cour a observé par ailleurs qu'elle demeure seule compétente pour qualifier la faute de gestion comme pour y statuer .

Arrêt n°196 du 30 décembre 2005 .

Partie publique : L'Etat – la direction générale des services communs auprès d'un département ministériel -,

Organe de contrôle : Le contrôle général des finances,

Matière : Gestion de consultations et de marchés d'approvisionnement de l'administration en fournitures de bureaux et en matériels de photocopie - règlement de fournisseur avant la réception des fournitures et matériels.

Fondement juridique :

- * Les dispositions des articles 41 et 107 du code de la comptabilité publique ,
- * Les dispositions des articles 2 , 16 , 25 et 111 du décret n° 89-442 du 22 avril 1989 relatif aux marchés publics ,
- * Les prescriptions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes de biens et de services .

LE PRINCIPE :

1- La sanction pénale d'un agent public pour faux en écritures et détournements de deniers publics et sa condamnation à l'amende en dédommagement des préjudices subis de ce fait par l'Etat , n'excluent pas l'engagement , en outre , de poursuites , devant la cour de discipline Financière, à l'encontre dudit agent, au titre des mêmes faits , dès lors qu'ils sont constitutifs de fautes de gestion , et ce en application des dispositions de l'article 4 de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 ,

2- Le détournement de deniers publics constitue, aux regards du code pénal , un délit et constitue également une faute de gestion au sens de la loi n°85-74 du 20 juillet 1985 ,

3- La Cour de discipline financière est liée , en ce qui concerne la matérialité des faits , par l'autorité de la chose jugée au pénal.

4- L'amende prononcée par la cour de discipline financière , à l'encontre de l'agent public auteur d'une faute de gestion , ne constitue nullement une réparation de préjudice et se distingue d'ailleurs tant de l'amende pénale que de la sanction disciplinaire .

La Cour a retenu la responsabilité d'un agent public chargé de la section des marchés à la direction générale des services communs d'un département ministériel et l'a condamné à une amende équivalente à la totalité de son traitement brut annuel , soit un montant de cinq mille huit cents (5.800) dinars, et ce pour avoir commis les fautes de gestion ci après :

* La restitution délibérée, au soumissionnaire, avant même l'ouverture des plis portant les offres financières, de l'original du cautionnement provisoire et le remplacement de ladite pièce dûment certifiée, par les soins de l'administration, conforme à l'original et ce dans le dessein de permettre audit soumissionnaire, à l'exclusion des autres soumissionnaires au marché, de faire l'économie des charges bancaires induites par ce cautionnement. Lesdits agissements du prévenu se sont traduits ainsi par l'acceptation de l'offre du soumissionnaire intéressé, en l'absence de cautionnement bancaire, et viennent de ce fait en infraction aux dispositions de l'article 16 – tertio – du décret n°89-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics, prescrivant que les soumissions ou offres doivent être appuyées d'une liste définie de pièces ainsi que de toute autre pièce exigée par le cahier des charges; ces mêmes agissements viennent également en infraction aux dispositions de l'article 21 du même décret, prescrivant que le cahier des charges des clauses administratives particulières déterminent l'importance des garanties financières à produire, par chaque soumissionnaire, à titre de cautionnement provisoire; ce qui constitue une faute de gestion au sens du dernier alinéa de l'article premier de la loi la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* Les modifications frauduleuses introduites, lors des dépouillements des offres techniques et financières, à l'offre financière d'un soumissionnaire dans le but de lui permettre d'emporter sans droit le marché, occasionnant de ce fait indûment au budget de l'Etat un surcroît de charges induites du fait de la non retenue de l'offre la plus avantageuse pour l'administration, ce qui enfreint les dispositions des articles 70 et 71 du décret 98-442 du 22 avril 1989 portant réglementation des marchés publics et constitue une faute de gestion au sens du dernier alinéa de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* Le visa, à titre de prise en charge, de factures sans leur soumission, au préalable, au contrôle et ce malgré la majoration des sommes y figurant, enfreignant de ce fait les dispositions de l'article 41 du code de la comptabilité publique, lesquelles dispositions énoncent que le paiement ne peut être effectué qu'au véritable créancier justifiant de ses droits et pour l'acquittement d'un service fait, ce qui constitue une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

* l'admission , lors de la même consultation , de deux soumissions présentées par le même fournisseur et le choix porté sur l'offre la plus onéreuse d'entre elles , ce qui a eu pour effet de procurer indûment audit fournisseur des avantages financiers et causé un préjudice à l'administration et constitue ainsi une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n°85-74 du 20 juillet 1985.

* L'altération abusive faite , à même les originaux des procès verbaux de livraison et de réception de fournitures, par la majoration des quantités livrées et reçues y figurant puis la production des copies desdits procès verbaux , comme support à l'appui du dossier de règlement du fournisseur et ce outre l'admission de ce dernier , sans droit , au bénéfice de facilités financières, sa soustraction à l'application des pénalités de retard , voire l'ordre donné pour son règlement , avant même la réception des fournitures , occasionnant de ce fait un préjudice à l'Etat , enfreignant ainsi les dispositions des articles 41 et 107 du code de la comptabilité publique , ce qui constitue une faute de gestion au sens des cinquième et dernier alinéas de l'article premier de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985.

II – LES ARRÊTS
PRONONCANT UN NON-LIEU

***Arrêt n°249 du 30 décembre 2005 .**

Partie Publique : Etablissement public administratif ,

Organe de contrôle : L'inspection générale du ministère des technologies de communication et de transport ,

Matière : engagement de dépenses préalablement au visa des services de contrôle des dépenses publiques – régularisation d'irrégularité opérée avant la saisine – équipement de logement de fonction avec des immeubles par destination .

Fondement juridique :

* Les dispositions de l'article 88 du code de la comptabilité publique .

* Les dispositions de l'article 3 du décret n° 72-199 du 31 mai 1972 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat.

LE PRINCIPE :

*** Les poursuites engagées devant la cour de discipline financière deviennent sans objet s'il s'avère qu'il a été procédé , préalablement à la saisine de ladite juridiction , à la régularisation de l'irrégularité en question .**

*** L'engagement de la dépense , sans le visa préalable des services de contrôle des dépenses publiques , est constitutif d'une infraction aux dispositions de l'article 88 du code de la comptabilité publique .**

Cependant le visa accordé par ces services, a posteriori et à titre de la régularisation, avant la date de saisine de la cour de discipline financière , rend sans objet les poursuites devant ladite juridiction,

*** les équipements , tels le climatiseur et le chauffe eau électrique , ne font plus partie des biens meubles dès lors qu'ils sont attachés à la construction et deviennent des immeubles par destination à perpétuelle demeure.**

La présente affaire a été engagée à l'encontre du secrétaire général d'un établissement d'enseignement supérieur auquel il a été reproché l'engagement d'une série de dépenses sans l'obtention , au préalable , du visa des services de contrôle des dépenses publiques , en méconnaissance des dispositions du code de la comptabilité publique , l'affectation d'équipements , acquis sur le budget de l'établissement , tels un climatiseur et un chauffe eau électrique , à son logement de fonction pour son usage personnel et ce en

infraction des dispositions du décret 72-199 du 31 mai 1972 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat.

Il appert à la cour , s'agissant du premier grief , que certes le prévenu a enfreint les dispositions de l'article 88 du code de la comptabilité publique , qui énoncent qu'aucune dépense ne peut être engagée sans être revêtue au préalable du visa des services du contrôle des dépenses publiques , il a été cependant avéré à la juridiction , sur la foi du contenu même du rapport de contrôle ayant servi de support à la saisine , que lesdites dépenses , réputées entachées d'irrégularités , ont été visées , par le service de contrôle des dépenses publiques , a posteriori et à titre de régularisation et ce avant la date de la saisine de la cour.

Conformément à une jurisprudence constante de la cour de discipline financière , les poursuites devant ladite juridiction deviennent sans objet si , entre temps , une régularisation de l'irrégularité est intervenue.

Par ailleurs il a été avéré à la cour, s'agissant du second grief , que conformément aux dispositions des articles 9 et 10 du code des droits réels , le climatiseur et le chauffe eau électrique ne font plus partie des biens meubles dès lors qu'ils sont attachés à la construction , et deviennent des immeubles par destination à perpétuelle demeure . Il s'ensuit alors que le reproche , fait en la matière au prévenu , n'est plus constitutif d'une infraction aux dispositions du décret 72-199 du 31 mai 1972 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat, lesquelles dispositions énoncent que la prestation du logement en nature comporte la gratuité de la prestation du logement nu .

Pour ces raisons , la Cour a prononcé un non lieu.

III- LES RECOURS EN REVISION

***Arrêt n°202 du 25 Novembre 2005 –**

recours en révision .

Objet du recours en révision : L'arrêt n° 202 du 9 mai 2003,

Partie engageant le recours : L'agent public condamné .

Matière : procédure ,

Fondement juridique : Les dispositions de l'article 20 de la loi n°85-74 du 20 juillet 1985.

LE PRINCIPE :

Le recours en révision n'est recevable , quant au fond , que s'il y est apporté la preuve de la découverte d'éléments nouveaux ou de documents prouvant la non responsabilité de l'agent condamné au sujet de la faute retenue à son encontre .

Les faits de l'arrêt , objet du présent recours en révision ont été comme suit : le prévenu , agent public exerçant auprès d'un établissement public non administratif considéré comme une entreprise publique et chargé des fonctions de chef de l'unité d'entretien et de maintenance des bâtiments a délibérément initié et exécuté deux consultations fictives dans le dessein de régulariser des travaux additionnels dont la réalisation a été , sans recours à la concurrence , confiée , par faveur , à un entrepreneur, enfreignant ainsi les règles de bonne gestion prescrivant que la consultation de fournisseurs ou de prestataires de services se doive d'être faite préalablement à l'exécution des travaux et non à posteriori et qu'il soit réuni , en la matière , toutes les conditions à même de faire jouer une concurrence réelle et effective.

La Cour a jugé que de tels agissements sont constitutifs d'une faute de gestion au sens des quatrième et dernier alinéas de l'article 3 de la loi n° 85-74 du 20 juillet 1985 et a condamné leur auteur à une amende équivalente au tiers (1/3) de son traitement brut annuel soit un montant de quatre mille huit cents (4.800) dinars .

L'agent public ainsi condamné a introduit un recours en révision dudit arrêt , niant les faits sur lesquels la cour a fondé son jugement et en soulignant notamment que les consultations , objet des poursuites , étaient réelles et effectives et sans rapport avec des travaux antérieurs .

A l'examen , les dires du requérant se sont avérés non fondés , voire opposés aux premières dépositions , par lui faites au stade du contrôle , dans lesquelles il avait

expressément déclaré que les travaux , objet desdites consultations , ont bien été précédemment réalisés lors de l'exécution de marchés antérieurs .

Il s'ensuit que la demande en révision du requérant n'a pas comporté la production d'éléments nouveaux ou de documents à même de réfuter le bien fondé des conclusions de la Cour .

Pour ces considérations , la Cour a déclaré recevable , en la forme , la demande de recours en révision et son rejet quant au fond .

Le présent rapport a été arrêté par la cour de discipline financière en sa séance du 29 avril 2006 sous la présidence de Madame Faïza KEFI.

Présents :

Messieurs :

Mohamed KOLSI VICE-PRESIDENT,

Ismail M'RABET MEMBRE ,

Abdessalem CHAABANE MEMBRE ,

Zouheir BEN TANFOUS MEMBRE ,

Ridha Ben MAHMOUD MEMBRE ,

Et Mohamed Moncef JEHANE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT .

LA PRESIDENTE

Faïza KEFI

الجمهورية التونسية



2006

يشرف دائرة النّجس المالي أن ترفع
إلى سيادة رئيس الجمهورية تقريرها السنوي الثامن
عشر لعرض نشاطها خلال سنة 2006.

الفهرس

4

المقدّمة

6

- I

21

- II

		(10)	2006				
1985	74		9				
	(1)				1985	20	
	(3)					(3)	
				. (1)		(2)	
				(10)			
				. (29)			
		(6)	2006				
							:
					(4)	*	
				. (1)		*	
				(13)			
(20)			2006				

.

.

- I

. 250

247

2006

2

247

—

—

□

□

□

■

84 237

•

•

□

□

-1

-2

- 3

250

247

(700)

(12\1)

2001

548.000

84 237

34		1985	20	1985	74	
1988	2	1988	54	1987	6	1987
			2005	19	2005	106

.

.

.

2006 2 248

- — :

— :

— :

41 - :

1952 18 -

:

-1

-2

...

(2\1)

:

(3500)

*

41

"

"

1985

74

.1985

20

*

1952

18

. 1985

20

1985

74

2006 23 252

		-	-			:
						:
	-					:
	-			-		
-						
					.	
		253	241	238	212	95
						- :
22		1989	442			2
						-
						1989
1975	2					-
					. 186	

:

-1**-2****-3****-4****30.000****-5****-6****...****-7****-8**

•

(2400)

(6\1)

:

*

18.182,800

241 238

.1985

20

1985

74

30.000

*

1989

22

1989

442

2

1994

12

1994

1892

.1985

20

1985

74

*

95

.1985

20

1985

74

*

253 212

186

1975

2

1985 74

.1985 20

253 212

*

—

-

.1985

20

1985

74

2006 29 243

:
:
:

12 1983 112 38 * :
1983

253 238 41 *
31 1972 199 *
1972
1988 189 9 8 6 4 *
1988 11

12 1994 58 *
1994

:

-1

-2**-3****-4****-5****-6****...****-7**

17

-8

:

*

*

*

*

-9

-10

▪

(6\1)

:

(5000)

•

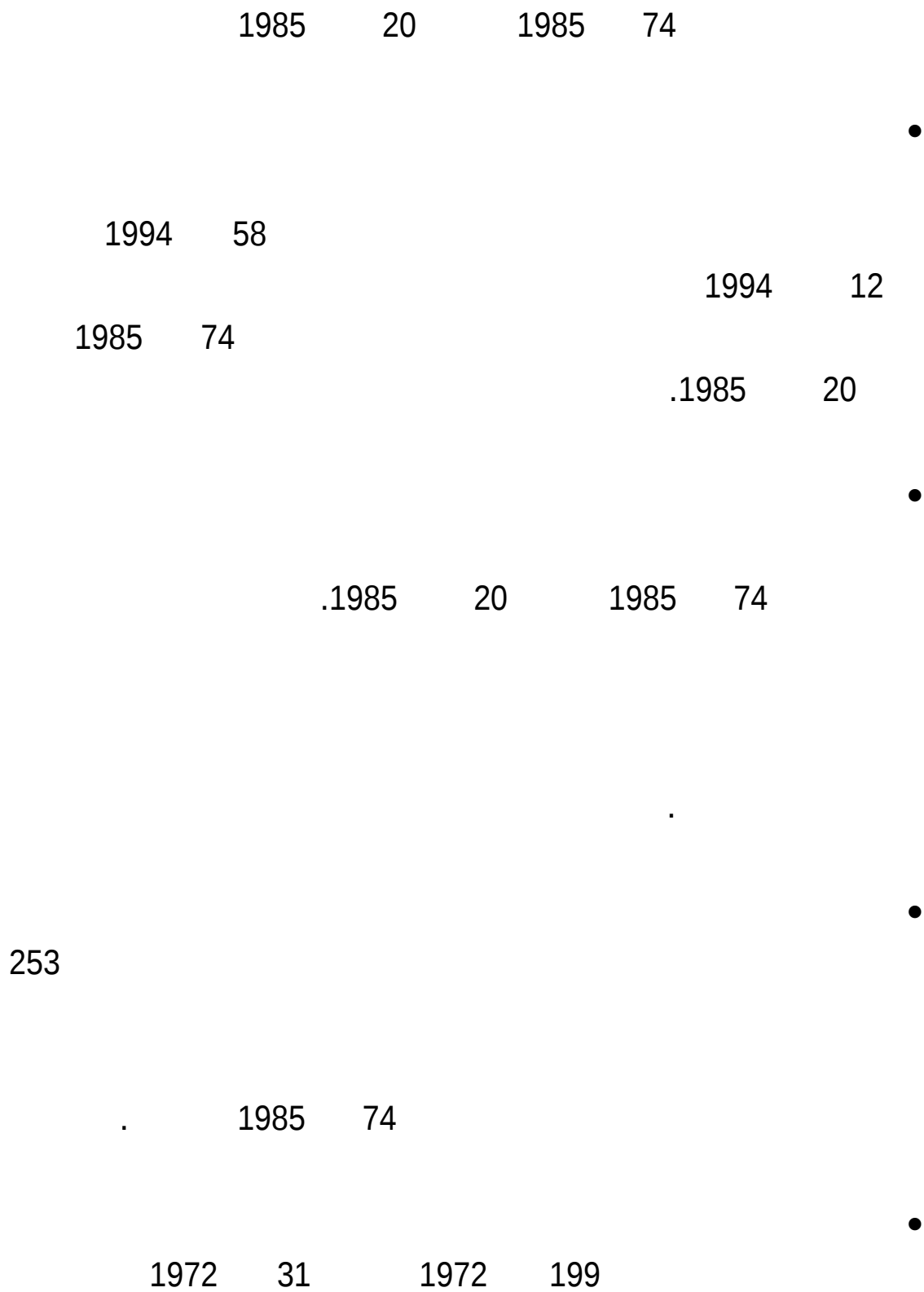
112

38

1983

12

1983



1985 74

•

1988 11 1988 189 9 8 6 4

1985 20 1985 74

41

•

74

1985 20 1985

- II

2006

2

227

-

-

:

:

-

-

:

-

-

.

-

30

1981

1634

50

- :

1981

11

1958

194

15

-

.

1958

:

-1

.

-2

...

▪

▪

2002 8

▪

▪

5

1997

23

1997

1981

30

1981

1634

50

1958

11

1958

194

15

24

2007

·

·

الجمهورية التونسية



دائرة الزّجر المالي
التقرير السنوي
التاسع عشر

2007

يشرف دائرة الزجر المالي أن ترفع
إلى سيادة رئيس الجمهورية تقريرها السنوي التاسع
عشر لعرض نشاطها خلال سنة 2007 .

الفهرس

الصفحة

4 المقدمة

6 I - القرارات القاضية بالإدانة وبتسليط الخطيئة

II - القرارات القاضية بقبول المحكمة طلب رجوع رافع الدعوى في دعواه

9

المقدمة

نُشرت، لدى دائرة الزجر المالي، خلال سنة 2007، ستة عشرة (16) قضية أُحيلت عليها من قبل مندوب الحكومة، بناء على خمسة عشرة (15) دعوى رُفعت، طبقاً لأحكام الفصل 9 من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985، من قبل كلّ من وزير تكنولوجيا الاتصال (6) ووزير التربية والتكوين (6)، ووزير التعليم العالي والبحث العلمي والتكنولوجيا (3) ودعوى واحدة (1) رفعت، طبقاً لأحكام الفصل 20 من القانون آنف الذكر، من قبل أحد المحكوم عليهم لغرض مراجعة قرار صادر عن الدائرة. وقد أُضيفت القضايا الستة عشرة (16) المذكورة إلى جملة القضايا التي ما تزال، في بداية السنة، منشورة لدى الدائرة وعددها ثلاثة وثلاثون (33) قضية.

وقد بنّت الدائرة، خلال سنة 2007، في ثلاثة عشرة (13) قضية، توزّعت القرارات بشأنها على النحو التالي :

* قرار واحد (1) قضى بالإدانة وتسليط الخطيّة؛

* واثنان عشر (12) قراراً بقبول المحكمة طلب رجوع رافع الدعوى في دعواه.

كما تم ختم التحقيق في ثلاث (3) قضايا هي في انتظار التعيين لجلسة مرافعة.

وبلغ عدد القضايا، التي ما زالت، في موقى سنة 2007، في طور التحقيق، ثلاثة وثلاثين (33) قضية.

وقد تبين ، بالنظر في مضمون القضية التي تمّ البتّ فيها بالإدانة وتسليط الخطية، أنّ خطأ التصرف ترتّب عن تجاوز العون العمومي، محلّ التتبع، للتراتب المتعلّقة بالتصرف في الوقود المخصّص للاستعمال الإداري وتعمّده الانتفاع دون موجب بكميّات إضافية من الوقود تم استعمال بعضها بدعوى القيام بمهمّات إدارية كتعمّده استبدال البعض الآخر منها نقداً.

وفي ما يخصّ الجهة العموميّة المتضرّرة، فقد تعلّقت القضية بإحدى الجماعات المحلية.

I - القرارات القضائية بالإدانة وتسليط الخطيئة

القرار عدد 272 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007.

الجهة العمومية : جماعة محلية - بلدية - ،
هيكل الرقابة : التفقدية العامة لوزارة الداخلية والتنمية المحلية ،
المادة : التصرف في المحروقات - مسك الدفاتر ،
المرجع القانوني : أحكام الأمر عدد 189 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 والمتعلق باستعمال سيارات الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية، كما تم تنقيحه بالأمر عدد 2170 لسنة 1992 المؤرخ في 16 ديسمبر 1992 والأمر عدد 11 لسنة 2005 المؤرخ في 10 جانفي 2005.

المبدأ :

- 1- يتولى الكاتب العام للبلدية، تحت إشراف رئيسها، مهمة السّهر على سير مصالحها في الميدانين الإداري والمالي،
- 2- يتمّ الفصل وجوبا بين الوقود المخصّص لتزويد سيارات المصلحة من جهة والوقود المخصّص للسيارات الوظيفية من جهة ثانية،
- 3- يتعين السّهر على حسن مسك الدفتر المعدّ لتدوين استعمال المحروقات، والتتبع به تحديدا على الجهات المستلّمة لمقتطعات الوقود بالدقة المطلوبة،
- 4- إن عدم التّناسب الجليّ بين كمّيات الوقود المستهلكة من جهة، والمسافة المقطوعة من جهة ثانية، ينهض دليلا على اقتراف خطأ تصرف.

قضت المحكمة بإدانة عون عمومي ، مكلف بخطة كاتب عام بلدية وعقابه بخطية بحدّ النصف (2\1) من كامل مرتبه الخام السنوي بما قدره سبعة آلاف (7000) دينار، وذلك من أجل تعمّده الانتفاع دون موجب بكميات إضافية من الوقود تم استبدالها نقدا لدى محطة الوقود، كتعمّده الانتفاع بكميات من الوقود استعملها بدعوى القيام بمهامّ إدارية. وقد تمّ منه ذلك في ظلّ سوء مسك للدفتر المعدّ لتدوين عمليات تسليم مقتطعات المحروقات إلى الجهات المستلّمة لها من جهة وفي ظلّ تداخل في استهلاك المحروقات بين ما يرجع إلى المدّعى عليه لأغراضه الخاصة عند استعماله لسيارة مصلحة رخص له في استعمالها بصفة ثانوية وبين ما ترتب عن استعمال نفس السيارة لفائدة المصلحة

من جهة ثانية، مما أفضى إلى شطط في استهلاك المحروقات ، وهو تصرف مخالف لأحكام الأمر عدد 189 لسنة 1988 المؤرخ في 11 فيفري 1988 والمتعلق باستعمال سيارات الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصبغة الإدارية، كما تم تنقيحه بالأمر عدد 2170 لسنة 1992 المؤرخ في 16 ديسمبر 1992 والأمر عدد 11 لسنة 2005 المؤرخ في 10 جانفي 2005 ويشكل بالتالي خطأ تصرف على معنى أحكام الفقرة الأخيرة من الفصل الأول من القانون عدد 74 لسنة 1985 المؤرخ في 20 جويلية 1985، موجبا للإدانة والعقاب.

II- القرارات القضائية

بقبول المحكمة طلب رجوع رافع الدّعى في دعواه

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : تحديد مقاييس تقويم العروض الفنية .
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرّجوع فيها .

تعلّقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ رئيس مدير عام لمؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ، نسب إليه إسناد ضارب مرتفع لمقياس مراجع العارضين من العدد الفني بغية تفضيل بعض العروض في إنجاز أشغال مماثلة، مما أدّى إلى تفضيل عرض أحد العارضين وحال دون تمكين بقية العارضين من الفوز بالصفقات وانجرّ عنه تواصل حصول العارض المذكور على صفقات لم يكن فيها عرضه الأقلّ ثمنا .

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرّجوع في الدّعى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرّجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 254 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : اقتناء سيارات دون مصادقة مجلس الإدارة ولا موافقة سلطة الإشراف
وتجاوز الاعتمادات في الغرض – التقيد بإجراءات انتداب
الأعوان – تحديد مقاييس تقويم العروض الفنية.
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرّجوع فيها .

تعلّقت قضية الحال بإثارة التّتبّع ضدّ رئيس مدير عام مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية نسب إليه اقتناء سيّارات في غياب مصادقة مجلس الإدارة ودون موافقة سلطة الإشراف وتجاوز الاعتمادات المرصودة في الغرض وعدم التقيد بالتراتب الجاري بها العمل والمتعلّقة بانتداب الأعوان وإسناد ضارب مرتفع لمقياس مراجع المعارضين بغية تفضيل أحد العروض والحيلولة دون غيره من الفوز بالصفقات كإسناد صفقتين مماثلتين بأسعار فردية مختلفة ومتفاوتة .

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأى فيه، بطلب في الرّجوع في الدّعى، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرّجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصّة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 255 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية

هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،

المادة : فرز العروض .

المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرّجوع فيها .

تعلقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ عون مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية، تعتبر منشأة عمومية ، بصفته يتولى رئاسة لجنة لفرز العروض بها نسب إليه اقتراف خطأ تصرف تمثل في إصلاح خطأ في عرض أحد العارضين مما أفضى إلى تحمّل المؤسسة أعباء مالية دون موجب.

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرّجوع في الدّعى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرّجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : احتساب غرامات التأخير – تسوية التأخير لاحقا بإصدار أذن بإيقاف
الأشغال.
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرّجوع فيها .

تعلّقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ عون مؤسّسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ، بصفته يتولى مهمة الإشراف على مديرية جهوية بها ، نسب إليه اقتراف خطأ تصرف تمثّل في عدم احتساب غرامات تأخير لصاحب صفقة في إنجاز الأشغال وتعمّد تسوية التأخير المذكور لاحقا بإصدار أذن بإيقاف الأشغال موضوع الصفقة.

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرّجوع في الدّعى، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرّجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 257 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : إعداد ملاحق الصفقات – مراقبة أعمال لجان الصفقات .
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزجر المالي ، جاز له الرجوع فيها .

تعلقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ عون مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية، تعتبر منشأة عمومية، بصفته يتولى مهمة الإشراف على مديرية جهوية بها، نسب إليه اقتراف خطأ تصرف تمثل في عدم إعداد ملحق لصفقة رغم تجاوز مبلغها الأصلي بنسبة 30% وعدم لفت انتباه الإدارة العامة للمؤسسة بخصوص قبول لجنة الفرز لعرض غير مطابق لكراسات الشروط الفنية كعدم امتثالها لتوصيات اللجنة العليا للصفقات الداعية إلى ضرورة تقديم المزود تجهيزات مطابقة لكراسات الشروط موضوع الصفقة.

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرجوع في الدّعى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريا بالقبول.

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : تجزئة طلبات الى أكثر من صفقة - تجاوز رأي اللجنة المختصة للصفقات .
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدعوى لدى دائرة الزجر المالي ، جاز له الرجوع فيها .

تعلقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ خمسة أعوان مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية، تعتبر منشأة عمومية، يتولى جميعهم عضوية لجنة لفرز العروض وبيّاشر أحدهم خطة مدير للدراسات بالمصالح المركزية للمؤسسة، نسب إليهم اشتراكهم جميعهم في اقتراح خطأ تصرف تمثّل في قبول عرض غير مطابق لكراسات الشروط الفنية وعدم امتثالهم لتوصيات اللجنة العليا للصفقات الداعية إلى ضرورة حمل المزود على تقديم تجهيزات مطابقة لكراسات الشروط ، فيما اختصّ العون مدير الدراسات بتجزئة طلب أشغال إلى صفقتين اثنتين وإسنادهما لنفس الجهة للإنجاز وتجاوز التقديرات بشأنهما لمبلغ 5 ملايين دينار، وكلّ ذلك بغية تفادي عرض مشروع الصفقة على أنظار اللجنة العليا للصفقات.

وقد تقدّم رافع الدعوى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرجوع في الدعوى، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : تجزئة شراعات وإنجازها بواسطة أذن طلب - قبول عروض مخالفة
لمقتضيات كراس الشروط - استلام معدّات مخالفة لمقتضيات
كراس الشروط
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرّجوع فيها .

تعلّقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ عون مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية، يشغل خطّة مدير مركزي للوسائل والتّجهيزات ويتولّى عضوية لجنة لفرز العروض ولجنة للاستلام الوقتي للمعدّات، نسب إليه اقتراف أخطاء تصرف تمثّلت في تجزئة بعض الشراعات من موادّ مكتبية وبدلات للعمل وبدلات الحماية وإنجازها بواسطة أذن طلب خاصّة، كتسلّم معدّات مخالفة لما نصّ عليه كراس الشّروط، كما ينسب إليه، بصفته عضوا بلجنة فرز عروض إحدى الصفقات المتعلّقة باقتناء معدات تنظيف وصيانة، قبول عرض إحدى الشّركات، بالرغم من كونه مخالفا لمقتضيات كراس الشروط الفنية التي تنصّ على ضرورة أن تكون التجهيزات من أصل معين في حين قدّمت الشركة معدّات من مصدر مغاير.

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرّأي فيه، بطلب في الرّجوع في الدّعى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرّجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصّة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 260 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية

هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،

المادة : قبول عروض مخالفة لمقتضيات كراس الشروط - استلام معدات مخالفة لمقتضيات كراس الشروط .

المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرجوع فيها .

تعلّقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ ستة أعوان مباشرين لدى مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية، تعتبر منشأة عمومية، بوصفهم أعضاء لجان فرز عروض ولجنة استلام وقتي لمعدّات، نسب إليهم اقتراف أخطاء تصرّف تمثّلت، بالنسبة لأعضاء لجان فرز العروض، في قبول عرض مخالف لكرّاس الشروط الفنية الذي نصّ على ضرورة أن تكون التجهيزات من أصل محدد في حين قدمت الشركة معدات من مصدر مغاير، وبالنسبة لأعضاء لجنة الاستلام الوقتي، في إتمام هذه العملية بطريقة مخالفة لما سبق التعاقد عليه مع صاحب الصفقة .

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرجوع في الدّعى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 261 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية

،

هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،

المادة : متابعة سير إنجاز الصفقات – احتساب خطايا التأخير.

المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرّجوع فيها .

تعلّقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ أحد أعوان مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية، بوصفه مديرا للأشغال بإحدى المديريات الجهوية نسب إليه اقتراف خطأ تصرف تمثل في التأخير في تدوين سير الأشغال بسجلّ الحظيرة بالإضافة إلى أخطاء وتشطّيبات تعلّقت ببعض المعطيات الواردة به ، وهو ما أثر سلبيا على دقة متابعة إنجاز الأشغال ولم يمكّن من احتساب خطايا التأخير بخصوص آجال إنجاز الصفقة.

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب

في الرّجوع في الدّعى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرّجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 262 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : تجزئة طلبات .
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدعوى لدى دائرة الزجر المالي ، جاز له الرجوع فيها.

تعلقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ عونين اثنين من أعوان مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية، فالأول بوصفه رئيساً لمديرية الدراسات بالمصالح المركزية للمؤسسة والثاني بوصفه مديراً للدراسات بإحدى المديريات الجهوية، نسب إليهما اقتراف أخطاء تصرف تمثلت تجزئة طلب متعلق بالتزوّد بمستلزمات ونقلها وتركيزها إلى صفتين اثنتين، ممّا أدّى إلى التّصلّ من عرض الصفقة على أنظار اللجنة العليا للصفقات ضرورة أن مبلغ الصفقتين معا قد تجاوز 5 ملايين دينار.

وقد تقدّم رافع الدعوى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرجوع في الدعوى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 263 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية

هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،

المادة : فتح عرض مالي بخصوص ملف سبق إقصاؤه فنيا - قبول عرض لا يعتبر أقل سعرا .

المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدّعى لدى دائرة الزّجر المالي ، جاز له الرّجوع فيها.

تعلّقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ أربعة أعوان بمؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية، تعتبر منشأة عمومية، بوصفهم أعضاء لجنة فرز أحد العروض، نسب إليهم اقتراف أخطاء تصرف تمثّلت في فتح عرض مالي بخصوص ملفّ سبق إقصاؤه فنيا بتعلة عدم صلوحية الرخصة المسلمة من قبل وزارة التجهيز والإسكان وإسناد الصفقة إلى شركة ثانية رغم تجاوز عرضها المالي العرض الأول بحوالي 500.000 دينار، وقبول عرض مخالف لبنود كراس الشروط الفنية الذي ينص على ضرورة أن تكون التجهيزات من أصل محدد في حين قدمت الشركة معدات من مصدر مغاير.

وقد تقدّم رافع الدّعى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب

في الرّجوع في الدّعى ، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرّجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

القرار عدد 264 المؤرخ في 30 نوفمبر 2007

الجهة العمومية : مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية ، تعتبر منشأة عمومية ،
هيكل الرقابة : هيئة الرقابة العامة للمصالح العمومية ،
المادة : تجزئة طلب.
المرجع القانوني : فقه قضاء دائرة الزجر المالي .

المبدأ :

من أقام الدعوى لدى دائرة الزجر المالي ، جاز له الرجوع فيها.

تعلقت قضية الحال بإثارة تتبّع ضدّ أحد أعوان مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية، تعتبر منشأة عمومية، بوصفه مديرا للجنة الداخلية للصفقات، نسب إليه اقتراف خطأ تصرف تمثّل في تجزئة طلب الى صفتين اثنتين تم إسنادهما إلى نفس المقاول وذلك لتفادي عرض مشروع الصفقة على أنظار اللجنة العليا للصفقات ، رغم تجاوز التقديرات لمبلغ 5 ملايين دينار .

وقد تقدّم رافع الدعوى، تبعا لإحالة تقرير ختم التحقيق عليه لإبداء الرأي فيه، بطلب في الرجوع في الدعوى، فرأت المحكمة أنه، متى كان طلب الرجوع في القضية صريحا وصادرا عن الجهة المختصة، فقد بات حريّا بالقبول.

ضبط نصّ هذا التقرير من قبل دائرة الزّجر المالي في اجتماعها المنعقد يوم 9 ماي 2008 برئاسة السيّدة فائزة الكافي رئيسة الدّائرة ،

وبحضور السّادة:

مساعد الرّئيسة ،	محمد فوزي بن حمّاد
عضو،	إسماعيل مرابط
عضو،	الطّاهر عمر المؤدّب
عضو،	زهير بن تنفوس
عضو،	رضا بن محمود
مندوب الحكومة.	خليل الشمانقي

الرّئيسة

فائزة الكافي



2008

.2008

4

6

9

– I

– II

	(13)		2008		
	1985	20	1985	74	9
	(3)			(1)	(1)
(1)					(1)
					. (6)

(8)	2008
-----	------

	:
(6)	*
(2)	*

	.	(4)
(37)	2008	

.

.

.

- I

.2008 28 223

⋮
⋮
⋮
⋮

5 1985 78 75 •
1985

131 •
1989 22 1989 442 •

•
1997 25 1997 38 •

.

•

100

•

•

•

•

•

•

•

•

▪

(6000)

(6\1)

:

(1000)

.1

1989

22

1989

442

.

1985

20

1985

74

(9)

.2

22

1989

442

1989

20

1985

74

.

1985

.3

. (5)

114

1989 22 1989 442

1985 20 1985 74

.

.4

(600.000)

20 1985 74

.

1985

.5

5,3

.	1985	20	1985	74
	256			.6
1989	22	1989	442	
1985	20	1985	74	
				.
				.7
48.704				
.				
74				
.	1985	20	1985	
				.8
24	25	24	21	2001
29	7	29	26	2002
				(4)

1989 29 1989 442

74

.

1985 20 1985

.9

.

74

.

1985 20 1985

.10

37

10

22 1989 442

1989

12

20	1985	74			
			.	1985	
	185				.11
		100			
	1989	22	1989	442	
1985	74				
		.	1985	20	
	143				.12
1989	22	1989	442		
	.	1985	20	1985	74

.13

1997 25 1997 38

20 1985 74

.

1985

.14

1985 78 75

1985 5

74

.

1985 20 1985

.15

20 1985 74

. 1985

.16

78

75

57

1985

5

1985

1985

74

.

1985

20

.17

1985

5

1985

78

45

131

20

1985

74

.

1985



•

•

▪

(1800)

(12\1)

:

185

.1

1989 442

1989 22

74

.

1985

20

1985

.2

25

78

75

1985 5 1985

74

. 1985 20 1985

			.2008	11	265
		-	-		:
					:
	-			-	:
				.	:
					:
1972	31	1972	199		•
1988	11	1988	189		•
2170					
	.1992	16	1992		
					:
					:
					•
					▪
					•
					▪

•

▪

(800)

(12\1)

:

•

1972

31

1972

199

.

1985

20

1985

74

.

•

1985

20

1985

74

.

.2008 11 266

	-	-	:
			:
-		-	:
		.	:
			:
			•
86 84 41			•
	.241 238		

•

•

•

•

•

•

▪

(4500)

(12\5)

:

-1

20

1985

74

1985

.

-2

241 86 84

.

1985

20

1985

74

.2008 14 269

- - :

— — :

— — :

— — :

175 15 •

:

-1

▪

-2

▪

-3

▪

(1.200)

(6\1)

.

1985

20

1985

74

.2008

12

270

-

-

:

:

-

:

-

.

-

:

●

1972

31

1972

199

●

.

●

:

:

.1

.2

■

■

.3

.4

.5

.6

.7

.8

.9

▪

(3\1)

(4000)

:

.1

1972 31 1972 199

1985 20 1985 74

.

.2

1985 74

.

1985 20

.3

.

1985 20

1985 74

.4

1985 74

.

1985 20

-||

2008 28 225



2008

12

275

-

-

:

:

:

:

.

-

.

:

.1

.2

▪

.

.

:

.



2009

.2009

4

6

10

17

20

22

-I

-II

-III

-IV

-V

		(7)	2009	
20	1985	74	9	
		(2)		(1) 1985
(2)		(1)		(1)
			20	

: (7) 2009

(1)	*
(2)	*
(1)	*
(2)	*
(1)	*

2009 (3)

. (38) 2009

- I

.2009 13 279

- -

:

-

:

-

-

.

:

245 95 84

•

1985

20

1985

74

10 4 1

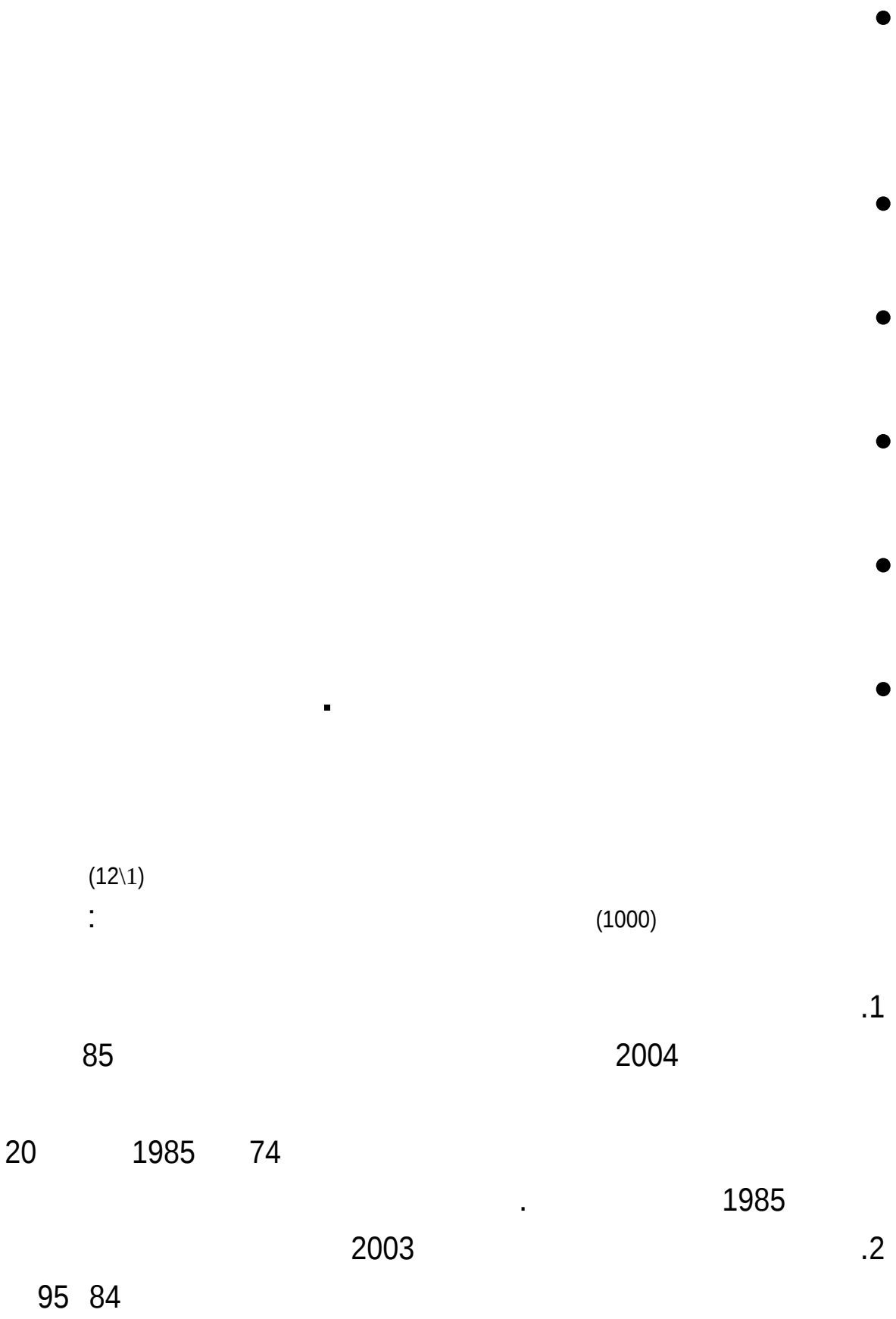
•

.

•

•

•



. 1985 20 1985 74
 .3
 245 .
 2004 .4
 84
 1985 20 1985 74 .
 .2004 .5
 84
 20 1985 74
 . 1985

- ||

.2009 18 274

·
·
·
·

-

-

-

-

.

:

1985

5

1985

78

•

•

2002

17

2002

3158

•

.

•

•

•

•

•

•

•

■

⋮

-

-

-

-

2005

15 -

-

-

2006

-

.

74

.

1985

.

.

.

.

.2009 18 280

				:
				:
-				:
.		-		:
				:
1993	23	1993	61	•
1995	16	1995	83	•
1997	31	1997	552	•
				•
		.		
				•

●

■

●

⋮

-

-

-

■

1985 74

■

.

.

.

.

- III

2009

13

281

()

:
:
:
:
:

20

1985

74

1985

20

1985

74

1985

2009

13

282

()

:

:

:

:

20

1985

74

1985

•

▪

•

:

•

20

1985

74

1985

•

▪

▪

▪

- IV

2009 24 290

() :

:

:

-

:

.

-

.

:

:

.

.

-V

2009 13 - - 264

264 2007 30 :

:
:
:

.1985 20 1985 74 20 :

:

.

264 2007 30

.

.

.

.